



République de Côte d'Ivoire
Ministère de la Réconciliation Nationale
et des Relations avec les Institutions



Femme, Conflits et Paix dans le Sud- Ouest de la Côte d'Ivoire

Etude réalisée par

Dr. Léonie Bonnéhin
Maman Diarrassouba

Juin 2006

pour le projet

**« Prévention de Crises et Consolidation de la Paix
dans le Sud-Ouest de la Côte d'Ivoire »**

gtz

Coopération Technique Allemande

Table des matières

RESUME	7
1 INTRODUCTION	9
1.1 LE CONTEXTE DE L'ETUDE	9
1.2 JUSTIFICATION DE L'ETUDE	9
1.3 OBJECTIFS.....	10
1.4 APPROCHE METHODOLOGIQUE	11
2 LA FEMME DANS LES CONFLITS FONCIERS	13
2.1 LA FEMME AUTOCHTONE	13
2.1.1 <i>La femme autochtone fille et épouse : un double statut qui l'exclut du règlement des conflits fonciers intra communautaires.....</i>	13
2.1.2 <i>La femme autochtone mère et membre de la communauté ethnopsociologique participe �� la défense des intérêts du groupe et prend ouvertement part aux conflits fonciers intercommunautaires.....</i>	14
2.1.3 <i>La femme autochtone dans les successions patrimoniales foncières</i>	14
2.2 LA FEMME ALLOCHTONE ET ALLOGENE EXCLUE SOCIOLOGIQUEMENT DES RELATIONS INTER- ET INTRA-COMMUNAUTAIRES LIEES AU FONCIER.....	15
2.2.1 <i>Tout ce qui touche �� la migration agricole est une affaire d'homme.....</i>	15
2.2.2 <i>L'insécurité foncière accentue la marginalisation de la femme allochtone et allogène et l'exclut de la succession patrimoniale foncière.</i>	16
3 LA FEMME FACE A LA CRISE MILITARO POLITIQUE DE SEPTEMBRE 2002.....	17
3.1 L'IMPLICATION DE LA FEMME DANS LA CRISE.....	17
3.1.1 <i>Dans les zones théâtre des affrontements armés.....</i>	17
3.1.2 <i>Dans les zones non affectées par les affrontements armés.....</i>	17
3.2 LES INITIATIVES FEMININES DE RESOLUTION DE LA CRISE DE 2002 ET DE MAINTIEN DE LA COHESION SOCIALE	17
3.2.1 <i>Les initiatives individuelles : l'expression d'un leadership féminin au niveau local</i>	17
3.2.2 <i>La société civile comme plateforme d'expression et d'affirmation de la femme.....</i>	18
3.2.3 <i>Les Groupements d'Intérêt Economique comme espaces pluriels de rencontres et d'échanges... ..</i>	19
3.2.4 <i>Les organisations traditionnelles d'expression féminine : le conseil des femmes dans les villages autochtones</i>	24
3.2.5 <i>Les groupements �� base ethno géographique, culturels : le besoin de sauvegarder l'identité socio culturelle ou un repli identitaire ?</i>	24
3.2.6 <i>Les organisations confessionnelles</i>	25
4 LA RECONNAISSANCE PAR LES AUTRES ACTEURS SOCIAUX DU ROLE DE LA FEMME DANS LA PREVENTION DES CONFLITS ET LA CONSOLIDATION DE LA PAIX	26
4.1 APPRECIATION DU ROLE DE LA FEMME DANS LA RESOLUTION DE LA CRISE DE 2002, LA CONSOLIDATION DE LA PAIX ET LE MAINTIEN DE LA COHESION SOCIALE	26
4.1.1 <i>Le rôle de la femme perçu par les autorités administratives.....</i>	26
4.1.2 <i>Le rôle de la femme vu par les collectivités territoriales</i>	27
4.1.3 <i>Le rôle de la femme perçu par les autorités coutumières.....</i>	27
4.1.4 <i>Le rôle de femme perçu par les jeunes</i>	27
4.2 APPRECIATION DU ROLE DE LA FEMME AUTOCHTONE DANS LA PREVENTION ET LA RESOLUTION DES CONFLITS FONCIERS	28
4.2.1 <i>La femme autochtone vue par les autorités administratives dans les conflits fonciers.....</i>	28
4.2.2 <i>Le rôle de la femme autochtone vue par les autorités coutumières dans la prévention et la résolution des conflits fonciers.....</i>	29

5	FORCES ET FAIBLESSES DES INITIATIVES FEMININES DANS LA PREVENTION ET LA RESOLUTION DE CONFLITS	30
5.1	LES POINTS FORTS.....	30
5.1.1	<i>Une volonté manifeste de restauration et de consolidation du cadre de cohabitation pacifique depuis l'éclatement de la crise de 2002</i>	30
5.1.2	<i>Les initiatives féminines �� caractère économique sont porteuses de paix et de cohésion sociale.</i>	30
5.1.3	<i>La revendication par la femme autochtone du droit d'être entendue face aux enjeux du foncier.</i>	30
5.2	LES FAIBLESSES	31
5.2.1	<i>Les tentatives de rassemblement des organisations de la société civile sont louables mais souffrent du contexte de crise fortement politisé.....</i>	31
5.2.2	<i>Les faibles capacités organisationnelle et de gestion des femmes limitent leur contribution �� la prévention et �� la résolution de la crise de 2002</i>	32
5.2.3	<i>Le cycle de culpabilisation / victimisation lié au foncier ne favorise pas l'émergence d'une société plurielle, unie et solidaire dans le Sud Ouest ivoirien</i>	33
5.2.4	<i>La crise de 2002 a engendré de nouveaux conflits latents intercommunautaires au niveau national et transfrontalier</i>	35
6	PROPOSITIONS POUR LE RENFORCEMENT DU ROLE DE LA FEMME DANS LA PREVENTION, LA GESTION DES CONFLITS ET LA CONSOLIDATION DE LA PAIX.....	36
6.1.	LA NECESSITE DE RENFORCER LES CAPACITES ECONOMIQUES ET INSTITUTIONNELLES DES ORGANISATIONS FEMININES DU SUD OUEST.	36
6.1.1	<i>Soutenir les GIE de femmes dans la valorisation du potentiel agro alimentaire peut favoriser l'émergence d'une vision consensuelle du développement communautaire local.....</i>	36
6.1.2	<i>L'indispensable appui institutionnel pour assurer la durabilité des initiatives des GIE et OSC..</i>	37
6.2	LA NECESSITE DE DONNER UNE PLUS GRANDE VISIBILITE AUX FEMMES DANS LA PREVENTION DES CONFLITS ET L'EDIFICATION DE LA PAIX	38
6.2.1	<i>Des quotas de représentativité dans les organes de décision.....</i>	38
6.2.2	<i>Les radios de proximité pour donner de la voix aux femmes</i>	39
6.2.3	<i>Une structure pour coordonner les initiatives des femmes en matière de prévention des conflits et de construction de la paix dans le Sud Ouest.</i>	39
6.3	LA NECESSITE DE LA MISE EN PLACE D'UN CADRE DE COORDINATION REGIONAL ET TRANSFRONTALIER DES INITIATIVES FEMININES DE LA PREVENTION DES CONFLITS ET DE LA CONSOLIDATION DE LA PAIX	39
6.3.1	<i>Un réseau transfrontalier de la société civile pour promouvoir la paix et les échanges culturels.....</i>	39
6.3.2	<i>Renforcer les échanges économiques inter ��tats pour consolider la paix au niveau des femmes du Sud Ouest.....</i>	40
7	CONCLUSION : LES DEFIS POUR UNE PAIX DURABLE EN VUE DE L'INTEGRATION SOCIALE DANS LE SUD OUEST DE LA COTE D'IVOIRE.....	41
7.1	EVITER LE DUALISME HOMME –FEMME ET DEVELOPPER UNE SYNERGIE DE COMPLEMENTARITE	41
7.2	NE PAS IGNORER LE FAIT AUTOCHTONE POUR EQUILIBRER LES CHANCES D'UN DEVELOPPEMENT HARMONIEUX.....	41
7.3	BANNIR LES CLICHES QUI CRISTALLISENT LES CLIVAGES ENTRE AUTOCHTONES ET ALLOCHTONES / ALLOGENES POUR FAVORISER L'INTEGRATION SOCIALE	42

Acronymes et abréviations

ABEFM	Association pour le Bien Etre des Femmes de M��adji (=M��agui)
	Association des Femmes de Boké pour la lutte contre la Pauvreté, l'Entente et la paix
AFB /PEP	
AFCGM	Association des Femmes Commer��antes du Grand Marché
AFEC	Association des Femmes Catholiques
AKAKANIYA	Association pour la promotion des femmes de Buyo
ARSO	Autorité Régionale pour l'Aménagement du Sud-Ouezt
AWANE	Coopérative agricole des femmes de Our��yo
BA BI BIKE HA	
NOMBLA	Groupement des femmes h��v��acultrices de Boké
BATOALE	GIE des femmes de Grabo
COFAB	Coopérative des Femmes Agricultrices de Buyo
COFELPAD	Coalition des Femmes Leaders Patriotes pour le Développement
CVPM	Coopérative des Vendeurs des Produits de la Mer
DAN KANOUE	"Les Sœurs Dan" Association pour la réconciliation
FDS	Forces de Défense et de Sécurité
GIE	Groupement d'Intérêt Economique
GTI	Groupe de Travail International
GTZ	Agence de Coopération Technique Allemande
HA BELE WON	Groupement des jeunes filles du village de Paul��oula
HA BIELEH	Groupement des femmes du village de Paul��oula
HA KOUI	Groupement des Femmes de Zaipobly
JFPI	Jeunesse du Front Populaire Ivoirien
NABOME	Groupement d'intérêt des femmes de Yabayo
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
ONUCI	Organisation des Nations Unies en Côte d'Ivoire
OSC	Organisation de la Société Civile
PACHEVA	Coopérative des commerçantes grossistes de produits vivriers
PALMCI	Société agro industrielle de palmier �� huile
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
RJR	Rassemblement des Jeunes Républicains
SICOR	Société Ivoirienne de Coco Rap��
TININHI	Association des Femmes de Blol��quin
UFBS	Union des Femmes du Bas Sassandra
UFEG	Union des Femmes de Guiglo
WANEP	West Africa Network for Peacebuilding
WIPNET	Women In Peacebuilding NETwork

Résumé

Dans le cadre de la Coopération Bilatérale, le gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne veut aider la Côte d'Ivoire    créer les conditions d'une stabilité sociale durable dans le Sud Ouest ivoirien (Régions du Bas Sassandra et du Moyen Cavally) afin d'y assurer la viabilité sociale, économique et écologique de son aide au développement.

Dans cette optique, la GTZ conduit une série d'études du milieu en vue de l'identification d'un projet post crise axé sur la prévention des conflits et la consolidation de la paix. La présente étude, conduite dans les départements de Guiglo, San Pedro, Soubr   et Tabou, est la quatrième du genre. Elle traite du rôle de la femme face aux graves conflits fonciers qui secouent le Sud Ouest ivoirien, zone d'immigration agricole et par conséquent très cosmopolite et à fort potentiel conflictuel et conflig  ne. Elle analyse aussi la contribution de la femme dans la résolution de la crise militaro politique de septembre 2002 et la consolidation de la paix.

En ce qui concerne les conflits fonciers, la position des femmes autochtones, allochtones et allogènes dans ces conflits est clairement mise en évidence. La position de la femme autochtone dans les conflits intra et inter communautaires est fonction des protagonistes (autochtones, allochtones et allogènes) et de ses différents statuts socioculturels (fille, épouse, mère et membre de la communauté). Fille et épouse, elle ne se mêle pas des conflits entre autochtones. Mère et membre de la communauté ethnopsociologique elle prend ouvertement position dans les conflits inter communautaires pour défendre les intérêts de ses enfants et du groupe. Par ailleurs, traditionnellement exclue de la gestion du foncier, la femme autochtone revendique de plus en plus le droit de propriété dans les successions patrimoniales foncières et devient protagoniste aux conflits entre autochtones. Quant à la femme allochtone (ex : Baoulé ou S  noufo) et la femme allogène (Burkinab   ou Malienne) elle ne s'implique pas dans les conflits fonciers intra et inter communautaires et ne peut en aucun cas revendiquer un quelconque droit dans les successions patrimoniales foncières.

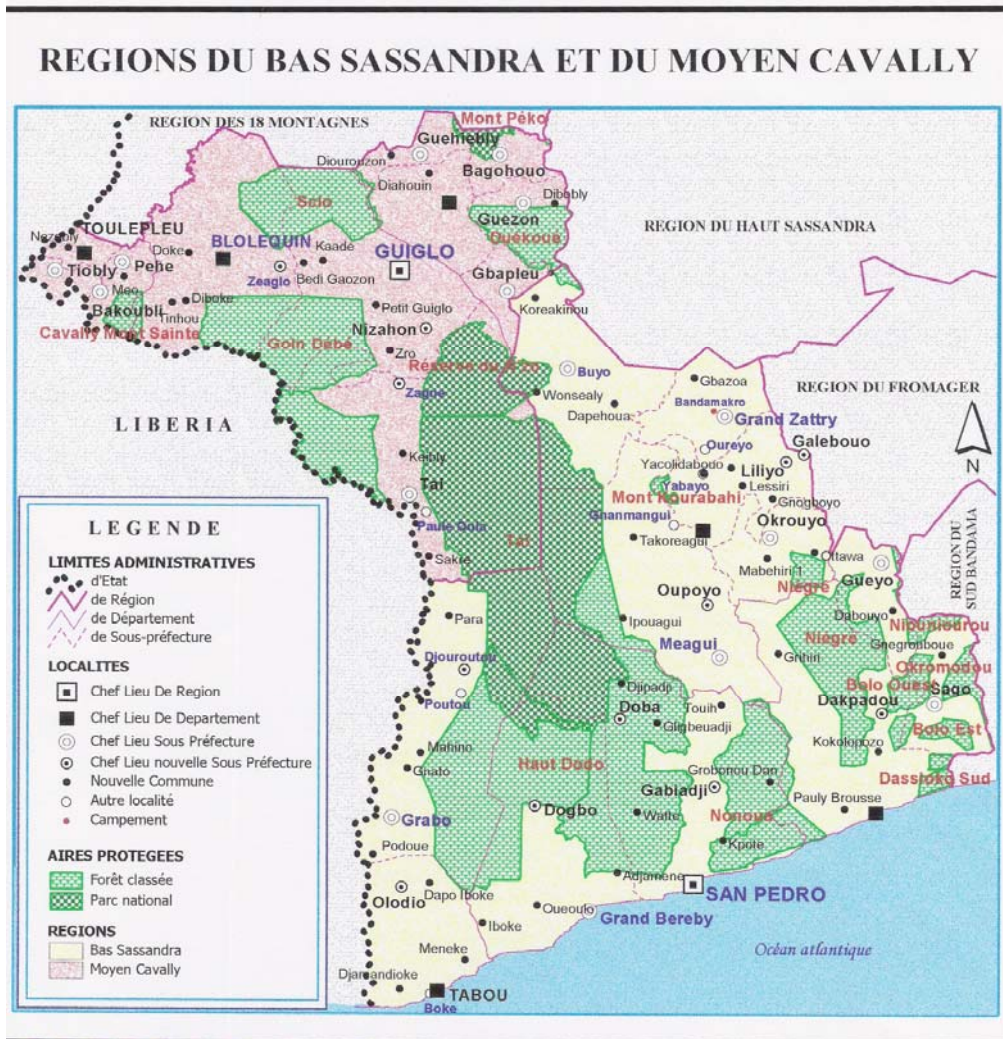
En ce qui concerne l'implication de la femme dans la crise de septembre 2002, il est avéré que dans les zones théâtres des affrontements armés, la femme autochtone a pris directement part aux hostilités ; elle est montée sur la ligne de front. Dans les zones où il n'y pas eu d'affrontement armé, l'attitude de la femme a été à l'apaisement et à la multiplication des initiatives pour éviter l'embrasement et maintenir la cohésion sociale. Quant au rôle de la femme dans la consolidation de la paix, c'  st individuellement ou à travers des organisations (Société Civile, Groupements d'Intérêt Economique, regroupements à base ethnopsociologique, etc.) que les femmes s'expriment. Leurs initiatives en la matière sont orientées selon le type d'organisation vers le maintien de la cohésion sociale, la réconciliation et /ou le développement économique de la femme, et l'affirmation de l'identité ethnopsociologique.

Le rôle et la contribution des femmes à l'édification de la paix à travers leurs initiatives sont diversement appréciées et acceptées par les autres acteurs sociaux (autorités administratives et coutumières, collectivités locales, jeunes). Pour les uns, elles jouent un rôle positif, et leur implication est un gage pour la restauration de la paix et la stabilité sociale. Pour les autres elles sont peu visibles ou elles n'ont « aucun rôle » dans le processus de consolidation de la paix en cours. Dans ce dernier cas, les manifestations de revendication par la femme autochtone du droit à la propriété foncière et de défense des intérêts de ses enfants sont interprétées comme la preuve d'un rôle négatif dans la pacification.

Une analyse approfondie du milieu et des initiatives féminines montre d'une part qu'il y a une volonté manifeste des femmes de contribuer véritablement au maintien du cadre de cohabitation pacifique depuis l'éclatement de la crise de 2002. Si leurs initiatives paraissent peu visibles pour certains acteurs sociaux c'  st en raison de leur insuffisance de capacités financières et institutionnelles. Pour permettre à la femme de jouer pleinement et de façon visible son rôle, il est proposé de renforcer ses capacités économiques et organisationnelles. D'autre part, la crise de 2002 ayant ouvert de nouveaux conflits transfrontaliers entre Lib  riens et Ivoiriens le long de la frontière, il s'avère indispensable de mettre en place un cadre transfrontalier de prévention des conflits à travers les échanges culturels et économiques.

En conclusion, nous traitons à la lumière des informations contenues dans ce document et de celles contenues dans les autres études commanditées par la GTZ, des chances pour bâtir une stabilité sociale durable en faveur d'un développement harmonieux dans le Sud Ouest ivoirien.

La zone d'étude



1 Introduction

1.1 Le Contexte de l'étude

Le gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne, dans le cadre de la coopération bilatérale au développement, veut apporter son appui au gouvernement de Côte d'Ivoire dans le domaine de la prévention des conflits et la consolidation de la paix.

Les régions administratives du Bas-Sassandra et du Moyen-Cavally, communément appelées le Sud Ouest ivoirien (voir Fig. 1), bénéficient depuis longtemps d'un important soutien de la coopération financière et technique allemande au développement tant au niveau du secteur public que du secteur privé. La construction du port autonome de San Pedro dans les années 70 ; le projet de conservation du Parc National de Ta   depuis le début des années 90 ; les projets de promotion des plantations villageoises d'hévéa et de palmier à huile dans les années 90, la construction des écoles de formation de base à la fin des années 90 début des années 2000 ; le projet d'adduction d'eau à Soubr  , le projet de maintenance des infrastructures sanitaires ; le projet de construction des pistes rurales sont autant d'investissements allemands dans cette zone géographique de la Côte d'Ivoire.

Le Sud Ouest ivoirien est une zone de forte immigration agricole en provenance du Burkina Faso, du Mali, du Nord et du Centre de la Côte d'Ivoire. C'est aussi la zone frontalière du Liberia et d'accueil de réfugiés libériens et du théâtre de graves conflits fonciers en 1999 et de confrontations armées liées à la crise militaro politique de septembre 2002. Avec ces multiples   v  nements, le Sud Ouest est devenu une zone conflictuelle et « conflagrante ». La crise armée a mis en évidence l'instabilité socio économique de la région et le caractère latent ou ouvert des conflits transfrontaliers.

En décider d'appuyer le gouvernement Ivoirien à mettre en place un projet post crise axé sur la prévention des conflits et la consolidation de la paix, le gouvernement allemand veut aider la Côte d'Ivoire    être proactive pour désamorcer les risques de conflits afin d'assurer une stabilité durable dans le Sud Ouest Ivoirien et permettre aux populations y vivant de bénéficier des retombées des investissements déjà consentis et y attirer de nouveaux investissements.

Pour permettre une meilleure identification du futur projet axé sur la prévention des conflits et la consolidation de la paix dans le Sud Ouest ivoirien, la GTZ, Agence Allemande de Coopération Technique au développement, a entrepris des études du milieu afin de mieux cerner les facteurs, les acteurs, les mécanismes de résolution et de prévention de conflits dans cette zone constituée des régions administratives du Bas Sassandra et du Moyen Cavally (voir Fig. 1). A cet effet, trois (03)   tudes ont déjà été réalisées entre Avril 2005 et Mars 2006. La première qualifiée d'exploratoire (Diarrassouba N'Golo et al Avril 2005) fait une présentation détaillée des aspects historiques, physiques et socio économiques du Sud Ouest ivoirien avec un accent particulier sur les rapports intercommunautaires. La seconde (N. Diarrassouba et S. Bamba Décembre 2005) porte sur les opportunités de création d'emploi pour les groupes vulnérables en occurrence les femmes et les jeunes. La troisième (A. Sissoko A. et D. Goh Janvier 2006) traite de la gestion des conflits. La présente étude constitue la quatrième étude commanditée par la GTZ.

1.2 Justification de l'étude

Les femmes représentent 47 % de la population du Sud Ouest Ivoirien (Départements de Guiglo, San Pedro, Soubr   et Tabou). Elles sont certes la moitié sociologique de la population et constituent pratiquement l'autre moitié démographique de la zone et en sont, au même titre que les hommes, des acteurs socio économiques majeurs. Par conséquent, elles ne peuvent être à l'écart des différents   v  nements qui secouent la région. Elles doivent être certainement affectées (victimes ou actrices) par les conflits fonciers que connaît la région et la crise militaro politique que traverse la Côte d'Ivoire. Toutefois, leur rôle dans la prévention et la gestion des conflits est peu connu. Les différentes études commanditées par la GTZ depuis un an n'ont pas pu mettre suffisamment en relief le rôle qu'elles jouent. Cette étude veut donc combler ce déficit d'informations sur le rôle de la femme dans la résolution des conflits et la consolidation de la paix dans le Sud Ouest ivoirien. Elle vient en

complément des trois autres études (N'golo et al. Avril 2005 ; Sissoko et Goh janvier 2006, N'Golo et Bamba décembre 2006) déjà réalisées par la GTZ dans les régions du Bas Sassandra et du Moyen Cavally (voir 1.1).

1.3 Objectifs

L'objectif principal de cette étude est de permettre à la GTZ de mettre en oeuvre un projet post crise orienté vers la prévention des conflits et la consolidation de la paix (Voir 1 1) dans le Sud Ouest ivoirien, régions administratives du Bas Sassandra et du Moyen Cavally, départements de Guiglo, San Pedro, Soubr   et Tabou (voir Fig. 1).

Les objectifs spécifiques sont de déterminer :

- le degré d'affectation des femmes par les conflits,
- le degré d'implication dans la gestion de ces conflits,
- l'impact des conflits sur les femmes,
- les réactions sociales et économiques des femmes face aux conflits,
- les voies et moyens nécessaires pour consolider la position des femmes dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix.

Types de conflits et degré d'affectation et d'implication des femmes

Le Sud Ouest ivoirien est connu pour être une zone de forte immigration agricole ; le dernier front pionnier agricole de la Côte d'Ivoire. La terre est le principal facteur de création de richesses dans cette zone à travers les cultures rentes ; elle est aussi le principal élément de régulation des relations inter et intra communautaire. La saturation foncière structurelle ou conjoncturelle que connaît la région depuis quelques années engendre de nombreux conflits latents ou ouverts liés au foncier (Sissoko et Goh 2006) tel que celui de Tabou en 1999 entre les Kroumens et les Lobi et Dagari. Les distensions sociales déjà existantes ont été exacerbées par la récente crise militaro politique. Dans un tel milieu conflictuel, il s'agit pour nous de :

- comprendre le rôle de la femme dans la gestion des conflits au niveau communautaire traditionnel et ou moderne,
- cerner le niveau et le degré d'implication de la femme dans la gestion des conflits (majeurs et mineurs) et leur niveau de reconnaissance par les autres membres de la communauté (forces et faiblesses)
- Identifier la ou les catégories de femmes jouant un rôle capital dans la gestion des conflits (les femmes qui prennent une part active à la vie politique communautaire ou ont une influence au niveau des instances de décision traditionnelles ou modernes).
- connaître l'impact de leur implication dans les décisions relatives à la résolution des conflits.
- connaître l'impact du politique sur les réactions des femmes.

Réactions sociales et économiques développées par les femmes face aux conflits.

Vu qu'elles représentent près de 50 % de la population du Sud Ouest, il est difficile de concevoir qu'elles restent indifférentes et passives face à la résolution des conflits et à la consolidation de la paix dans la région. Ce d'autant plus que la femme est parfois un élément important dans le dispositif relationnel « Terre – Communautés ». En effet, il existe des modes d'accès au foncier qui engagent particulièrement les femmes. Il s'agit des mariages inter communautaires où c'est la femme qui par le biais du mariage permet au mari, parent ou communauté d'accéder à la terre ou de céder la terre. Dans un cas pareil, la femme a un rôle clé à jouer pour la cohésion sociale inter communautaire.

Dans le cadre de cette étude il s'agit pour nous de :

- identifier toutes les initiatives (socioculturelles ou économiques) menées par les femmes (individu ou groupe) visant au rapprochement intercommunautaire et à la cohésion sociale dans la région.
- connaître la perception des femmes sur la gestion des conflits / crises survenus
- recueillir leurs propositions pour prévenir les conflits et consolider la paix dans leur milieu de vie.
- identifier les cadres traditionnels et modernes de concertation des femmes au niveau intercommunautaire

Renforcer la position des femmes dans la résolution des conflits et la consolidation de la paix

Pour que la paix soit durable, il faut qu'elle soit équitable. En d'autres termes les solutions de sortie de crise et de prévention de conflits doivent à la fois impliquer l'ensemble des acteurs et plus particulièrement les femmes et répondre à leurs attentes. Pour cela, nous devons dans le cadre de cette étude :

- connaître les forces et faiblesses des initiatives féminines de résolution de conflits et de prévention de la paix ;
- comment ces réactions s'insèrent dans le cadre global de développement local et comment elles matchent avec celles des hommes
- identifier une stratégie pour permettre aux femmes de corriger leurs faiblesses et optimiser leurs forces en vue de participer activement au développement **d'une vision commune, consensuelle et partagée d'une société plurielle et solidaire dans le Sud Ouest.**

1.4 Approche méthodologique

Dans le cadre de cette étude, une enquête de terrain a été conduite du 20 mai au 3 juin 2006 dans 20 localités dont (11) localités semi urbaines et urbaines et (09) localités rurales du Sud Ouest ivoirien (Voir tableau 1 et fig.1). La majorité des sites ont fait l'objet des enquêtes lors des trois précédentes études citées au paragraphe 1.2. Les nouveaux sites visités répondent au souci d'accéder :

- aux femmes allochtones notamment Baoulé vivant dans les campements (cas du campement Bandamakro, Sous-Préfecture de Grand-Zattry), et femmes du Nord de la Côte d'Ivoire (cas des femmes Mahouka de Yabayo, Sous-Préfecture de Soubr  )
- aux femmes allogènes notamment Burkinab  s (cas du village de Gnamandji, Sous-Préfecture de Soubr  ), aux Guin  ennes, et Maliennes (cas de Djiroutou).
- aux populations de Para qui en raison du piteux état de la route (voir fig. 2) sont coupées du reste du pays

Les vingt (20) localités enquêtées se répartissent entre sites :

- directement touchés par les conflits majeurs qu'a connu la zone (conflits fonciers de 1999 et les hostilités armées de la crise de 2002)
- indirectement touchés par les dits conflits

La collecte des données a été faite par interviews semi structur  es et observation directe. En ce qui concerne les interviews, les questions clé ouvertes administrées à la population cible, c'  st-à-dire les femmes des communautés (voir tableau 2) du Sud-Ouest nous ont non seulement aidé à créer une

atmosphère de confiance propice aux échanges mais aussi et surtout nous ont permis d'obtenir des informations de qualité. La démarche qualitative a été celle privilégiée compte tenu de la sensibilité liée au thème de l'étude.

En ce qui concerne la technique de l'observation, nous avons eu l'opportunité d'assister à la Sous Préfecture de Grand B  r  by (Département de San Pedro)    des séances de règlement de conflits fonciers et divers autres conflits mineurs impliquant les femmes.

De l'analyse des données collectées nous en avons tiré les résultats présentés aux chapitres 2, 3 et 4 et discutés dans le chapitre 5. Sur la base des réponses développées par les femmes en situation de crise ou de conflits, des propositions sont faites au chapitre 6 pour consolider leur contribution à la prévention des conflits et à l'édification de la paix. Le chapitre 7 est consacré à la conclusion générale.

Tableau 1 : Localités d'enquête

Régions	Départements	Localités d'enquête
Bas Sassandra	San Pedro	San Pedro, Grand-B��r��by
	Soub��r��	Buyo, Gnamandji (= Gnamangui), Our��yo, Yabayoy, M��adji Grand-Zattray /Bandamakro
	Tabou	Boké, Tabou, Grabo, Poutou, Djiroutou, Para
Moyen Cavally	Guiglo	Guiglo, Paul��oula, Zaipobly, Zagn��, Blol��quin, Z��aglo

Tableau 2 : Les principales communautés vivant dans le Sud Ouest Ivoirien

Autochtones	Allochtones	Allog��nes
Bakw�� , Bété, Kouzi�� Kroumen, W��	Baoulé, Abron, Koulango S��noufo, Malink��, Maouka	Burkinab��s, Maliens, Guinéens, Lib��riens

2 La femme dans les conflits fonciers

2.1 La femme autochtone

Chez le groupe ethnopsociologique Krou (Kroumen, Bakw  , Kouzi  , W   et Oubi pour ce qui concerne cette étude) la femme est à la fois :

- fille dans son village d'origine quel que soit son statut matrimonial et son âge,
-   pouse uniquement dans le village de son époux ; ce village ne peut être en aucun cas le même que le sien, l'exogamie étant une règle stricte chez les Krou,
- mère,
- membre de la communauté ethnopsociologique ou d'intérêt.

Son rôle dans le règlement des conflits fonciers est fonction des protagonistes et du statut socio-culturel qui s'adapte à la situation et qu'elle adopte (voir tableau 3).

Tableau 3 : Statut de la femme autochtone et position dans les conflits fonciers

Protagonistes des conflits fonciers	Statut de la femme autochtone			
	Fille	Epouse	M��re	Membre de la communauté
Individus autochtones	-	-	-	-
Familles autochtones	-	-	-	+
Villages autochtones	-	-	-	-
Tribus autochtones	-	-	-	-
Autochtones et allochtones (individus)	-	-	-	-
Autochtones et allogènes (individus)	-	-	+	-
Autochtones et allochtones ou allogènes (groupes)	+	+	+	+
+ La femme s'implique dans le conflit - la femme ne s'implique pas dans le conflit				

2.1.1. La femme autochtone fille et épouse : un double statut qui l'exclut du règlement des conflits fonciers intra communautaires

La femme autochtone fille et épouse ne participe pas au règlement des conflits fonciers entre autochtones. En tant que fille et pour des raisons d'exogamie, elle est appelée à quitter le village pour se marier. Elle ne peut donc pas se mêler de la gestion des affaires patrimoniales du lignage. En tant qu'épouse, donc étrangère dans le village où elle est mariée, elle ne peut pas prendre position entre « des frères en conflits ».

Les femmes allogènes mariées à des autochtones sont considérées comme des autochtones et acceptent de l'être. A cet égard, il a été frappant d'entendre notre interlocutrice, femme originaire de Agnibil  kro et mariée à un homme originaire de Our  yo depuis plus de deux décennies s'exprimer en ces termes : « *Chez nous les femmes B  t  s Chez les femmes Burkinab  s Les femmes Baoul  s* ».

2.1.2 La femme autochtone mère et membre de la communauté ethnopsociologique participe à la défense des intérêts du groupe et prend ouvertement part aux conflits fonciers intercommunautaires

Selon les informations reçues, c'est dans les conflits qui opposent les autochtones (individus ou groupes) aux étrangers (allochtones et allogènes, individu ou groupe) que les femmes autochtones se positionnent directement et ouvertement en tant que mère et membre de la communauté ethnopsociologique comme le confirment les propos suivants :

« Ici les femmes sont au devant des conflits fonciers qui opposent les étrangers aux autochtones. Elles suivent les positions de leurs maris et ne sont pas de nature à apaiser les conflits fonciers en tant que m  res » (Propos de certaines autorités administratives).

En général ces conflits fonciers autochtones / allogènes sont liés au « non respect par les étrangers (allochtones et allogènes) des superficies cédées et leurs comportements dans l'exploitation des forêts » (voir N. Diarrassouba et al. Avril 2005 pp 28 - 29).

Dans les discussions que nous avons eues    Gnamandji avec les femmes autochtones, leurs réponses à nos questions sont édifiantes et traduisent clairement la position de la femme autochtone dans les conflits qui opposent autochtones / allochtones non originaires de l'espace ethnopsociologique. Nous rapportons ci - dessous quelques unes de ces questions /réponses pour appréciation.

Question : « Si un conflit oppose ton mari à un Burkinab  , quelle est ta position ? »

Réponse : « Si c'est un conflit entre un Burkinab   et mon mari je ne peux pas laisser. Mon mari a donné une parcelle de terre à un Burkinab   et que ce dernier veut prendre toutes les terres de mon mari par ce qu'il a la force de les travailler, je ne peux pas l'accepter et je n'attendrai pas mon mari pour exiger la libération immédiate des parcelles occupées illicitement. Eh pardon, il faut nous laisser un peu, mes enfants et moi pour cultiver et manger aussi » (propos d'une femme de Gnamandji).

Question : « Et si le conflit oppose ton mari aux autres qui ne sont pas Burkinab  s, est ce la même chose » ?

Réponse : « Si c'est un Gu  r  , c'est mon frère ; si c'est un Bété, c'est mon frère. Mais un Baoulé pour moi est dans le même groupe que les autres (les allogènes), ce ne sont pas mes frères ».

Question : « Pourquoi le Baoulé n'est il pas ton frère ? »

Réponse : « Il est Akan, c'est pas mon frère »

Question : « le Baoulé est Ivoirien, à ce titre n'est il pas ton frère ? »

Réponse : « Ce n'est pas parce qu'il n'est pas notre frère Ivoirien mais comme on ne s'entend pas pour   a. Si on s'entend, c'est mon frère Ivoirien et n'y aura pas de problème »

Ces propos montrent sans ambiguïté que la femme autochtone du moins Bakw   s'engage pour la défense des intérêts de ses enfants et de la communauté autochtone toute entière.

2.1.3 La femme autochtone dans les successions patrimoniales foncières

Ce que dit la tradition

La femme autochtone, fille, épouse ou mère ne peut par principe être propriétaire foncier. Elle ne peut avoir qu'un droit d'usage sur le foncier. La femme allochtone ou allogène mariée à un autochtone a les mêmes droits que la femme autochtone. Les propos ci –dessous illustrent bien la situation de la femme par rapport à l'appropriation du foncier.

« *Les filles originaires du village n'ont pas droit à la terre. Elles doivent aller se marier. Les femmes mariées dans le village non plus n'ont pas droit à la terre.* ». (Propos d'une femme de Gnamandji).

« *S'il n'y a que des enfants filles dans la famille, on regarde s'il y a un cousin homme. C'est lui qui gère l'héritage car les filles sont appelées à se marier* » (Propos d'une femme de Gnamandji)

« *Chez les Oubi, la femme peut hériter de la terre dans le cas où elle n'a pas de frère. Mais s'il y a un homme dans la famille la femme est au second plan dans la succession patrimoniale foncière.* » (Propos d'un notable du village Paul oula).

La femme autochtone mariée à un allogène, en cas de décès du mari, la parcelle exploitée par ce dernier est reprise par la famille de la femme qui l'a octroyée. La famille de la femme autochtone peut décider de r troceder le droit d'usage à leur fille et ainsi sécuriser l'héritage des enfants de cette dernière.

La remise en question de la tradition

Les femmes remettent en question les pratiques traditionnelles et revendiquent de plus en plus l'accès à la propriété dans les successions patrimoniales foncières. Mais leurs revendications sont souvent contestées par les hommes et cela crée des conflits au sein des familles autochtones.

« *Chez les Kouzi  de Buyo (populations déplacées par la mise à eau de barrage de Buyo), par le passé les femmes n'héritaient pas. Maintenant elles peuvent hériter car les parcelles sont délimitées par famille mais les hommes font toujours des difficultés* ». (Propos d'une femme Kouzi  de Tch taly   Buyo.)

« *Moi, après le décès de mon père en tant que fille unique j'ai hérité de ses plantations. Mais les hommes Burkinab s qui travaillent comme manœuvres dans les plantations ne veulent pas reconnaître mon droit de propriété et mon autorité et refusent de me donner les revenus de l'exploitation. L'affaire a été portée à la Sous Préfecture où elle est toujours en instance* ». (Propos d'une femme de Buyo).

2.2 La femme allochtone et allogène exclue sociologiquement des relations inter- et intra-communautaires liées au foncier

2.2.1 Tout ce qui touche à la migration agricole est une affaire d'homme

Il ressort des entretiens que nous avons eus au cours de cette étude tant avec les membres des communautés allogènes, allochtones et autochtones qu'avec les concernées elles mêmes que la femme allochtone (Baoulé, S noufo, Agni etc.) et / ou allogène (Burkinab , Malienne etc.) ne participe pas aux règlements des conflits fonciers. Et elle ne se mêle pas directement des relations intercommunautaires qui touchent au foncier. Arrivée dans le Sud Ouest ivoirien dans le sillage de son mari, elle semble marginalisée par l'histoire de la migration agricole.

En effet, ce sont les hommes qui immigrent les premiers à la recherche de terre agricole pour y faire des cultures de rente (café cacao). Ce sont eux qui sont reconnus par les « tuteurs comme concessionnaires de la parcelle de terre ». Par conséquent, le foncier et les cultures de rentes, c'est l'affaire exclusive des hommes.

Les relations des femmes allogènes et allochtones rurales se limitent aux cultures saisonnières dans les trous des plantations du mari (zones où le cacao ne pousse pas pour des raisons agro pédologiques) ou sur des parcelles de jachère ou bas fonds qu'elles louent pour un cycle de culture.

2.2.2 L'insécurité foncière accentue la marginalisation de la femme allochtone et allogène et l'exclut de la succession patrimoniale foncière.

En cas de décès du mari, et d'absence d'individu mâle sur l'exploitation, le tuteur peut considérer la parcelle comme vacante et la récupérer. Pour éviter que la parcelle ne soit reprise par le tuteur et dans le cas où la femme n'a pas d'enfants m le en âge d'hériter, c'est un homme de la famille du mari (cousin, oncle ou fils d'un autre mariage) qui hérite de la plantation. Cet homme peut selon son gré garder ou non la veuve sur l'exploitation et partager les revenus avec elle et ses enfants. Si la femme n'a pas du tout d'enfant elle peut être contrainte à abandonner l'exploitation au profit du nouveau venu. La femme allogène ou allochtone est consciente de cette situation et des arrangements faits bien avant la mort de son mari.

« La décision a été arrêtée avec le Sous Préfet. S'il y a décès d'un Burkinab  et qu'il n'y a pas d'homme pour la succession, la parcelle revient au tuteur. S'il y a un successeur, on continue de lui céder la parcelle moyennant 10000 FCFA par hectare et par an. A la mort d'un Burkinab  c'est son frère qui hérite de sa plantation pour l'exploiter » (propos d'un notable de Paul oula).

3 La femme face à la crise militaro politique de septembre 2002

3.1 L'implication de la femme dans la crise

3.1.1 Dans les zones théâtre des affrontements armés

Dans les zones théâtre des affrontements armés, les femmes autochtones ont activement pris part aux hostilités. C'est selon nos informations le cas à Paul  oula, Zagn   et Troya.

« A Paul  oula ce sont les femmes qui sont allées au devant des rebelles Lib  riens en provenance des villages de Para et Sakr   pour stopper leur progression. Depuis leur face à face avec les femmes, les rebelles ne sont plus revenus sur le terroir de Paul  oula et le village a pu accueillir près de 7000 déplacés ». (Propos d'un notable du village).

« A Zagn   ce sont les femmes qui ont affronté les rebelles Lib  riens qui pillaient, volaient et violaient dans le village pour leur arracher les kalachnikov et mettre fin à leurs exactions » (propos d'une femme du village).

« A Troya, les femmes ont fait un barrage d'auto défense et dans les combats qui les ont opposés aux rebelles Lib  riens, une des leurs, Sangnaba a été tuée. » (propos d'un jeune de Zagn  .)

3.1.2 Dans les zones non affectées par les affrontements armés

Dans les zones non affectées par les affrontements armés, aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain, ce sont des initiatives de maintien de la cohésion sociale et de protection de l'espace de vie qui ont été prises par les femmes seules ou de concert avec les hommes. De telles initiatives ont fédéré l'ensemble des communautés vivant dans le village et dans les centres urbains. Ainsi, *«   Boké (village de la Sous Préfecture de Tabou), toutes les communautés ont été conduites au bois sacré pour des cérémonies de scarification et de libation pour épargner le village des hostilités armées »* (Propos d'une femme de Boké); *« A N  ro Brousse (la Sous Préfecture de Grand B  r  by) quand les jeunes du village ont demandé aux anciens de les amener au bois sacré pour les préparer à aller à la guerre. Le conseil des femmes s'est réuni dès 4 heures du matin pour rencontrer les anciens et leur déconseiller de préparer les jeunes à la guerre »* (Propos d'un notable de N  ro Brousse).

A San Pedro selon nos interlocutrices, les femmes, toutes communautés confondues, se sont réunies pour définir leur position par rapport à la rébellion. Puis elles ont organisé une marche pour appeler à l'apaisement et prévenir contre l'embrasement de la zone. Toujours   San Pedro, une femme leader de jeunes a organisé les jeunes pour ériger des barrages d'auto défense à toutes les entrées de leur quartier afin de protéger les personnes et les biens contre toute agression extérieure, ce qui a été apprécié par l'ensemble des habitants du quartier.

3.2 Les initiatives féminines de résolution de la crise de 2002 et de maintien de la cohésion sociale

3.2.1 Les initiatives individuelles : l'expression d'un leadership féminin au niveau local

Il existe dans les centres urbains ou semi urbains, des femmes qui en dehors de toute organisation, exercent un leadership au niveau local. Ces femmes s'impliquent activement et de manière individuelle dans la réconciliation et la consolidation de la paix dans leurs localités. Car comme le reconnaît si bien une des femmes leaders que nous avons rencontré : *« Ce sont les femmes qui tiennent la société, c'est un pion social important, la paix sociale passe par les femmes »*

Ainsi, la « Grand-mère de Buyo » Conseillère Municipale Chargée des Affaires Sociales et de la Promotion de la Femme, joue un rôle primordial dans le maintien de la cohabitation pacifique    Buyo. Elle est qualifiée d'incontournable par toutes les autorités locales et considérée comme la mémoire de Buyo en raison de sa parfaite connaissance du milieu et de l'histoire de la migration dans la zone. Elle a accueilli toutes les femmes des différentes communautés migrantes et ces dernières la considèrent comme leur tutrice. Elle est consultée et prend une part active dans la résolution des conflits de diverse nature.

A Guiglo, la 4  me adjointe au Maire chargée des Finances et des Affaires Sociales a organisé au mois de mai 2006 une fête pour la réconciliation à laquelle ont été conviés tous les chefs de services, les chefs des communautés résidentes et les autorités administratives et militaires de la ville.

A Blol  quin, pour effacer les affres de la crise sur la cohésion sociale, la secrétaire particulière du Maire et leader d'un parti politique a cr  e un bar comme cadre de rencontre et d'échanges pour permettre aux populations de Blol  quin toutes sensibilités et toutes origines confondues de se regarder, de se parler. Son projet a été favorablement accueilli par les hommes qui l'ont aidé à le finaliser.

3.2.2 La société civile comme plateforme d'expression et d'affirmation de la femme

Près du tiers (10 sur 37) des organisations rencontrées dans le cadre de cette étude, sont des Organisations de la Société Civile (OSC) (voir tableau 4). Ces OSC peuvent être spécifiquement féminines ou mixtes (cas des associations de jeunes qui regroupent femmes et hommes). Elles se veulent à la fois ouvertes à toutes les communautés présentes dans leur zone d'intervention, apolitiques et non confessionnelles. Certaines de ces OSC existaient avant la crise de Septembre 2002, d'autres ont été cr  ees après.

La quasi-totalité des OSC cr  ees suite à la crise, se donnent explicitement pour mission d'œuvrer à la réconciliation. Ainsi l'Association « Dan Kanou »    Guiglo œuvre pour le processus de réconciliation entre Dan et W   et a organisé à cet effet, une cérémonie le 24 juillet 2004. Cette cérémonie a été parrainée par des leaders politiques des deux communautés. L'Union des Femmes du Bas Sassandra (UFBS) a organisé en mai 2003 une marche pour appeler à l'union de tous les habitants du Bas Sassandra et prévenir l'éclatement des hostilités dans la région. La Coalition des Femmes Leaders Patriotes pour le Développement (COFELPAD)    San Pedro a organisé à plusieurs reprises des séances d'assistance aux réfugiés et déplacés de guerre. Cette organisation œuvre aussi pour la promotion de la femme aussi en milieu urbain qu'en milieu rural à travers l'alphabetisation.

Celles d'avant la crise de 2002 ont pour mission première la promotion et la cohésion de tous leurs membres comme en témoignent les propos du président de la jeunesse communale de San Pedro :

« Nous à la Jeunesse Communale de San Pedro, c'est comme un village. Nous travaillons tous pour que notre village soit beau. Maintenant dans ce beau village, chacun veut que la case de son père soit la plus belle. Ainsi lorsque tous les jeunes de San Pedro se retrouvent à la jeunesse communale, nous travaillons pour la promotion des jeunes de la commune sans exclusive. Mais en dehors de la jeunesse communale chacun est libre d'œuvrer pour les idéaux de sa chapelle (politique, confessionnelle ou ethnosociologique) ».

Les femmes dans les OSC mixtes, notamment les organisations de jeunesse jouent de plus en plus un rôle prépondérant dans la consolidation de la paix et la cohésion sociale, rôle reconnu et accepté par tous au sein de ces organisations. A titre d'exemple la présidente de l'association de Z  aglo conduit le processus de réconciliation intercommunautaire dans sa localité. A cet effet elle a organisé le 27 Mai 2006 une cérémonie de réconciliation entre les W   et les Burkinab  s en présence des autorités préfectorales (Préfet et Sous-Préfet) de Blol  quin, des FDS et de l'ONUCL.

Tableau 4 : Organisations de la Société Civile du Bas Sassandra et du Moyen Cavally rencontrées

Organisations interviewées	Localisation	Date de création par rapport � la crise de 2002		Objet
		Avant	Après	
ABEFM	M�adji	X		Promotion socio économique de la femme dans la sous préfecture de M�adji
AFB/PEP	Boké / Tabou		X	Réconciliation, Promotion de la femme
AKAKANIYA	Buyo	X		Cohésion Sociale, Promotion de la femme
COFELPAD	San Pedro		X	Lutte contre la pauvreté, Promotion de la Femme
Dan Kanou	Guiglo		X	Réconciliation, Lutte contre la pauvreté
Ha B�l� Won	Paul�oula / Tai	X		Promotion socio économique culturelle et sportive des jeunes filles
<i>La JEUNESSE Communale</i>	<i>San Pedro</i>	X		<i>Promotion socio éco. et culturelle des jeunes, cohésion sociale,</i>
<i>JEUNES de Z�aglo</i>	<i>Z�aglo / Blol�quin</i>	X		<i>Promotion socio économique et culturelle des jeunes, cohésion sociale</i>
UFBS (section de San Pedro)	San Pedro		X	Réconciliation, Développement socio économique des Femmes
UFEG	Guiglo		X	Réconciliation, Développement socio économique des Femmes
TININHI	Blol�quin		X	Réconciliation, lutte contre la pauvreté chez les femmes,
NB Les noms en italique désignent les organisations mixtes de femmes et d'homme				

3.2.3 Les Groupements d'Intérêt Economique comme espaces pluriels de rencontres et d'échanges

Les Groupements d'Intérêt Economique demeurent le cadre où se manifeste véritablement une certaine volonté d'intégration communautaire dans le Sud Ouest. En effet, la paupérisation grandissante fait que chaque adh rent se retrouve sans ambiguïté dans l'objectif du GIE. Ces GIE regroupent les personnes de toutes les sensibilités et de toutes les communautés. Ils sont apolitiques et non confessionnels.

Les GIE que nous avons rencontrés se repartissent en trois catégories. Il s'agit des GIE de :

- production agricole
- transformation de produits agricoles et d'artisanat
- commercialisation de produits vivriers et de commerce général

Les GIE de production agricole

Au nombre de sept (07), ces GIE de production agricole sont spécialisés dans les cultures maraîchères et vivrières (tableau 5 et fig. 3). Toutefois, nous avons rencontré à Boké dans la Sous Préfecture de Tabou un GIE agricole (Ba Bi Bik   Namonbla, voir fig.3) spécialisé dans la culture de l'hévéa.

Tableau 5 : Organisations féminines ou mixtes spécialisées dans la production agricole

Organisations	Localité	Date de création par rapport �� la crise		Objet	Activités
		Avant	Après		
AWANE	Our��yo, S/P de Soubr��	X			Cultures maraîchères, riz, manioc
BA BI BIKE	Boké S/P de Tabou		X		H��v��aculture
COFAB	Buyo		X		Manioc, riz, plantain, cultures maraîchères
BATOALE	Grabo	X			Manioc, maïs
<i>Les Riziculteurs de Grabo</i>	<i>Grabo</i>	X			<i>Riziculture irriguée</i>
<i>Les Riziculteurs de Djiroutou</i>	<i>Djiroutou</i>	X			<i>Riziculture irriguée</i>
Les Femmes de Para	Para S/P de Djiroutou	X			Manioc, cultures maraîchères

NB : Les organisations en italique sont mixtes

Dans une zone où les femmes sont exclues en principe du processus d'appropriation du foncier (voir 2.1), ce GIE est une exception qui mérite d'être soulignée. Les femmes de Ba Bi Bik   au nombre de soixante (60) ont d   négocier rudement pour obtenir des hommes une parcelle d'un hectare chacune pour y faire de l'hévéa, une culture pérenne de rente. Les propos suivants de la présidente du groupement illustrent l'état d'esprit et l'âpreté des négociations :

« J'ai dit    mon frère, aujourd'hui tu refuses de m'allouer une portion de terre pour planter de l'hévéa et tu oses même me dire de retourner chez mon mari si je veux planter de l'hévéa ! Et pourtant dans le village, lorsqu'il y a une réception, les beaux verres, la belle nappe, les beaux draps, les bons plats, c'est moi. ... ». Une manière de dire qu'on ne peut pas la solliciter pour les dépenses communautaires du village et par ailleurs lui refuser d'avoir une activité génératrice de revenus sûre et durable.

Certains GIE de production agricole, notamment les GIE de riziculteurs (voir tableau 5) sont mixtes.



Femmes du GIE de Para productrices de manioc

La majorité des GIE de production agricole (5 sur 7) existaient avant la crise militaro politique de Septembre 2002 (tableau 5). Certains de ces GIE dans les localités proches de la frontière du Liberia (ex : les femmes de Para, Batoal    Grabo et les GIE des riziculteurs de Djiroutou et Grabo ont d  arrêter leurs activités durant la crise. Aujourd'hui, tous ont repris leurs activités et s'attèlent à les redynamiser.



Femmes h v cultrices de Boké

Les GIE de transformation de produits agricoles et d'artisanat

Les associations féminines du Sud Ouest s'investissent timidement dans la transformation artisanale des produits agricoles (voir tableau 6). En ce qui concerne la transformation, il s'agit de l'extraction d'huile de palme et de coco à partir des noix de palmier à huile et de coco, la fabrication d'attiéké ou de placali à partir du manioc et la fabrication du savon à partir de l'huile de palme produite localement.

C'est le cas de l'association des Femmes de Poutou, village cosmopolite de 1101 habitants (RGPH 1998) de la Sous préfecture de Djiroutou qui est en train de se spécialiser dans l'extraction de l'huile de palme et la fabrication artisanale du savon appelé communément « Kabakrou ». Dans ce village, les femmes Kroumens, Lobi et Burkinab s se sont regroupées bien avant la crise et en dépit du conflit foncier qui oppose autochtones et allogènes, dans une seule et même association. La crise de 2002 ne semble pas affecter la cohésion sociale au sein de l'association. En effet de retour au village après avoir été déplacées pendant quelques mois à San Pedro suite à l'attaque de leur village par les rebelles, les femmes de Poutou ont repris au sein de l'association leurs activités d'extraction de l'huile de palme et de fabrication artisanale de savon. L'huile est extraite selon la méthode traditionnelle améliorée. Ainsi, les noix de palme sont cuites à la vapeur, pil es dans un mortier et pressées mécaniquement. L'huile de la première pression, dite de qualité supérieure, est destinée à la consommation humaine et vendue sur les marchés locaux. L'huile de qualité inférieure est destinée à la fabrication du savon « Kabakrou » qui est aussi vendu sur les marchés locaux.



Presse à huile du GIE des femmes de Poutou



Femme potiere de Poutou préparant l'argile

Une section de l'association des Femmes de Potou est spécialisée dans la poterie et utilise les résidus de noix palme après extraction de l'huile comme combustibles pour cuire les pots en terre qu'elles fabriquent.



Balles de résidus de la fabrication d'huile de noix de palme utilisées comme combustible à Poutou



Noix de palme utilisées pour la fabrication de l'huile

La production artisanale de l'huile de palme et de coco est une activité importante qui se développe dans les zones d'implantation des agro industries du palmier à huile (PALMCI) et du cocotier (SICOR). Nous avons observé sur les marchés hebdomadaires de Grabo et de Djiroutou ainsi que le long de la route entre Soubr  et Yabayo de nombreuses vendeuses d'huile de palme. Il nous a été aussi rapport  que dans les villages côtiers de Grand-B r by, les femmes s'adonnent à l'extraction de l'huile de coco (H. Bida Gayzal, comm. Pers. du 22 /05/06).

Cette activité artisanale d'extraction d'huile ne semble pas être véritablement en concurrence avec la production industrielle d'huile de palme. En effet, ce sont les noix de palme qui restent par terre (figure 8) sur les sites de collecte lorsque les régimes sont acheminés vers l'usine que les femmes utilisent.

A Norbertkro, village situé sur l'axe M adji -San Pedro, il existe une association des femmes spécialisée dans la préparation de l'Atti k  (Mme Boka Anoh, comm. pers).

A Yabayo, l'association « Nabome » est spécialisée dans la fabrication du placali. Les Femmes de cette association utilisent une technologie de conservation du placali développée par le Centre Suisse de Recherche Scientifique en Côte d'Ivoire au début des années 90. Il s'agit de la conservation sous vide de la pâte de manioc.

Tableau 6 : Les GIE de transformation de produits agricoles et d'artisanat rencontrés .

Organisations	Localisation	Date de création par rapport � la crise de 2002		Objet	Activités
		Avant	Après		
Groupe des femmes de Poutou	Poutou S/P de Djiroutou	X		Développement socio économique	Extraction huile de palme, fabrication de savon, poterie
NABOME	Yabayo, S/P de Soubr�	X		Développement socio économique	Fabrication de Placali, et attiéké
Association des femmes de Norbertkro	Norbertkro, S/P de M�adji	X		Développement socio économique	Fabrication d'attiéké

Les GIE de commercialisation des produits vivriers et commerce général

Les GIE et ou coopératives de commerce et de commercialisation sont tous localisés en milieu urbain. Ils regroupent des femmes de diverses conditions sociales dont la plupart peuvent être considérées comme vulnérables. On y trouve des filles mères, des veuves, des femmes chefs de ménage monoparental ainsi que des femmes de conditions aisées. Dans le cadre de cette étude, nous avons rencontré trois (03) GIE de commerce et commercialisation (tableau 7). Ce sont :

- **l'association des Femmes Commer antes du Grand Marché (AFCGM)** de San Pedro. Cette association rassemble 700 vendeuses de divers produits manufacturés (textile, cosmétique, vaisselle, bijoux etc.) et de produits vivriers.
- **La Coopérative de commercialisation du vivrier « PACHEVA »**. Cette coopérative a pour projet de créer un centre régional de collecte et de groupage des produits vivriers, en fait un marché de gros du vivrier à San Pedro. A cet effet, elle a déjà acquis auprès des autorités municipales de San Pedro un terrain de 15400 m². Le coût du projet est évalué à un milliard cinq cents millions de francs CFA pour lesquels elle a sollicité l'appui des opérateurs

 conomiques et des agences d'appui au développement dont le PNUD. Mais en raison de la crise, les requêtes auprès de ces bailleurs de fonds sont encore en instance.

- **La Coopérative des Vendeurs des Produits de la Mer (CPVM).** C'est une coopérative mixte d'hommes et de femmes, dirigée par une femme et installée au Port de pêche de San Pedro.

Tableau 7 : Organisations féminines spécialisées dans le commerce et la commercialisation

Organisations	Localisation	Date de création par rapport � la crise de 2002		Objet	Activités
		Avant	Après		
AFCGM	San Pedro	X		Lutte contre la pauvreté en milieu féminin	Commerce général de produits manufacturés
CVPM	San Pedro	X		Défense des intérêts de la colporation	Commercialisation des produits de la mer (poissons et crustacés)
PACHEVA	San Pedro	X		Lutte contre la pauvreté en milieu féminin	Commercialisation en gros de produits vivriers

3.2.4 Les organisations traditionnelles d'expression féminine : le conseil des femmes dans les villages autochtones

Dans les villages autochtones, il existe des organisations de femmes mariées. Ce sont en quelque sorte des conseils féminins de sagesse appelés « *Bloagnineon* » en pays Oubi ou « *Gabl * » chez les Kroumen. Ces organisations sont investies des missions de prévention et de règlement des conflits dits mineurs c'est-à-dire ne touchant pas au foncier. Mais étant parfois considérées comme la mémoire du village, elles sont consultées et associées aux règlements des conflits fonciers intra communautaires opposant des familles autochtones. « Les femmes du Gabl  peuvent assister publiquement aux règlement des conflits fonciers. Mais en public, seules les femmes habilitées, c'est à dire les plus âgées prennent la parole. » Propos d'une membre du Gabl  du village de Boké, Sous Préfecture de Tabou

3.2.5 Les groupements à base ethno géographique, culturels : le besoin de sauvegarder l'identité socio culturelle ou un repli identitaire ?

Ce type d'organisation est fréquent dans le Sud Ouest. On les retrouve aussi bien chez les femmes autochtones que chez les femmes allochtones et allogènes (Tableau 8). Certaines se sont fixées pour mission la solidarité, l'assistance mutuelle et la réjouissance entre les femmes d'une même communauté, d'un même village. D'autres sont spécialisées dans la promotion de la culture locale (groupe Victoire   Blol quin). Parfois au sein d'une même communauté, le regroupement peut se faire sur les bases lignagères. Ainsi on aura au sein des femmes de la communauté Mahouka (originaires de Touba, Nord Ouest de la Côte d'Ivoire) de Yabayo, le sous groupement des femmes de la famille Bamba et celui des femmes de la famille Diomand . A ce niveau, il s'agit de sauvegarder l'identité socio culturelle ou les classes ou castes sociales. La crise de 2002 ayant crée des distensions entre les communautés (voir N. Diarrassouba et al Avril 2005 pp 24 - 25) les femmes des communautés allogènes et allochtones se sont davantage repliées sur elles au sein de ces associations pour maintenir

la cohésion sociale intracommunautaire. De ce point de vue, ces organisations constituent un cadre de repli identitaire. Les organisations ayant pour mission la promotion de la culture communautaire sont considérées par certaines autorités administratives sous préfectorales comme des vecteurs pour la réconciliation nationale.

3.2.6 Les organisations confessionnelles

Les organisations confessionnelles ont toujours été reconnues comme étant des cadres où les femmes des différentes communautés toutes sensibilités et toutes origines confondues du Sud Ouest sont les mieux intégrées.. Au cours de notre étude, nous avons rencontré certains membres de l'Association des Femmes de l'Eglise Catholique (AFEC) de San Pedro et de Grabo qui regroupent des femmes Burkinab  , Abron, Bété, Kroumen, S  noufo etc. qui ont mené des actions d'assistance aux membres et aux populations déplacées et victimes de guerre.

Tableau 8 : Organisations féminines à base ethno - sociologique et culturelle

Organisations	Localisation	Date de création par rapport �� la crise		Objet	Activités
		Avant	Après		
Les femmes Burkinab�� de Gnamandji	Gnamandji	X		Assistance mutuelle, réjouissance	Prestation de main d'oeuvre agricole
Les femmes Bakw�� de Gnamandji	Gnamandji	X		Assistance mutuelle, réjouissance	Entre aide Prestation de main d'oeuvre agricole
Les ressortissantes de Bandamakro	Bandamakro, S/P de Grand Zattry	X		Assistance mutuelle, réjouissance	Entre aide, Prestation de main d'oeuvre agricole
Les Ressortissantes de Malawakro	Buyo	X		Assistance mutuelle, réjouissance	Entre aide Prestation de main d'oeuvre agricole
Ha Kouï	Zaipobly, Sous Préfecture de Tai	X		Assistance mutuelle, réjouissance	Entre aide Prestation de main d'oeuvre agricole
Ha Bieleh	Paul��oula, Sous Préfecture de Tai��	X		Assistance mutuelle R��jouissance	Entre aide Prestation de main d'oeuvre agricole
Les femmes de Zagn��		X		Assistance mutuelle, réjouissance	Prestation de main d'oeuvre agricole
Groupe Victoire	K��ibly, Sous Préfecture de Blol��quin	X		Assistance mutuelle R��jouissance	Prestations et Animations culturelles
Les Femmes Guin��ennes, Maliennes et Odienn��ka de Djiroutou	Djiroutou	X		Assistance mutuelle R��jouissance	Prestation de main d'oeuvre agricole

4 La reconnaissance par les autres acteurs sociaux du rôle de la femme dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix

4.1 Appréciation du rôle de la femme dans la résolution de la crise de 2002, la consolidation de la paix et le maintien de la cohésion sociale

La position de la femme dans la prévention des conflits autres que fonciers, la consolidation de la paix et la cohésion sociale est diversement appréciée par les différents acteurs sociaux (voir tableau 9). La majorité (58 %) des acteurs sociaux rencontrés reconnaît un rôle positif à la femme dans la prévention des conflits (non fonciers) la restauration, la consolidation de la paix et le maintien de la cohésion sociale (tableau 9). Pour 27 % d'entre eux, la femme ne joue aucun rôle dans la résolution des conflits et plus particulièrement de la crise de 2002 (tableau 9). Les avis des différents acteurs sociaux à cet égard sont précisés dans les paragraphes qui suivent.

Tableau 9 : Appréciation du rôle de la femme dans la consolidation de la paix par les autres acteurs sociaux

Structures / personnes interrogées	Appréciation				Total
	Rôle positif	Rôle négatif	Aucun rôle	Ne se prononce pas	
Autorités administratives	2	0	4	0	6
Collectivités territoriales	3	0	0	1	4
Autorités coutumières	6	0	3	3	12
Organisations politiques et société civile de jeunesse	4	0	0	0	4
Total	15	0	7	4	26

4.1.1 Le rôle de la femme perçu par les autorités administratives

Pour certaines et elles sont majoritaires (voir tableau 9), *« la femme ne joue aucun rôle »* ou *« ils ne voient pas leur rôle »* dans la résolution de la crise de septembre 2002 et la consolidation de la paix.

Les autorités administratives des zones directement touchées par les affrontements armées de 2002 reconnaissent un rôle positif aux femmes dans la prévention des conflits et la consolidation de la cohésion sociale et de la paix dans leur localité. C'est le cas de Blol quin où le Sous Préfet estime que :

« la femme en pays gu r  joue un rôle capital pour aider l'administration à la réconciliation » ;

« Blol quin a vécu les réalités de la guerre, les femmes ont peur de s'exprimer, de sortir mais elles sont présentes »

« il y a un besoin important de la femme pour sceller la réconciliation entre les différentes communautés et préparer le retour des déplacés. Une cérémonie de réconciliation entre Gu r  et Burkinab s a été organisée le 27 mai 2006 à Z aglo. C'est une femme, présidente de

L'association des jeunes du village qui a conduit sur 6 mois la médiation pour mettre tout le monde d'accord sur le retour des Burkinab  s dans le village »

« Il existe des groupements de femmes qui mènent des activités culturelles comme le groupe Indépendance    K  bly ce sont là des vecteurs pour la réconciliation »

A Guiglo les autorités reconnaissent les efforts individuels de certaines femmes leaders dans la recherche de la paix mais déplorent que leurs actions se limitent seulement à la ville.

4.1.2 Le rôle de la femme vu par les collectivités territoriales

Les leaders féminins sont représentés au sein des collectivités territoriales où leur leadership est reconnu et accepté par leurs pairs. C'est le cas :

- au Conseil Municipal de Buyo en ce qui concerne « la grand-mère de Buyo » (voir 3.2.1)
- de la 4  me adjointe au maire de Guiglo Chargée des Finances et des Actions Sociales
- des trois (03) conseillères municipales de Grabo
- dans les conseils généraux de Tabou et de Soub  r   des responsabilités sont aussi confiées aux femmes.

4.1.3 Le rôle de la femme perçu par les autorités coutumières

La majorité des autorités coutumières interviewées n'accorde aucun rôle à la femme dans la résolution de la crise de septembre 2002 et la consolidation de la paix (tableau xx).

Cependant    Z  aglo, village ayant vécu la réalité de la guerre, le chef adjoint reconnaît et loue les efforts de la présidente des jeunes pour la réconciliation comme le montrent ses propos ci-dessous :

« Florence a la confiance des autorités coutumières et administratives ».

« Elle a permis la réconciliation entre les Gu  r   et les Burkinab  s, il faut formaliser cela par un rapport à la Sous préfecture. Elle travaille maintenant à la réconciliation entre les Gu  r   et les Baoulé, Lobi et S  noufo »

« Sous son mandat de présidente des jeunes, notre village a été érigé en Commune et Sous-Préfecture. La durée de son mandat est de 2 ans nous voulons le proroger à 10 ans. Peut être même qu'un jour elle sera aussi chef du village »

4.1.4 Le rôle de femme perçu par les jeunes

Au sein des organisations de jeunesse

Dans les organisations de jeunesse, la femme joue de plus en plus un rôle prépondérant unanimement reconnu et accepté au sein de l'organisation.

C'est le cas au niveau de la jeunesse de Z  aglo où selon un jeune du village :

« L'actuelle présidente élue a mis les jeunes au travail et grâce à elle l'association des jeunes de Z  aglo dispose aujourd'hui d'un fonds propre d'environ un million de francs CFA » ;

« grâce à elle le village est devenu plus propre »

« toutes les autres associations de jeunesse du canton la prennent comme modèle et demandent ses conseils.

« Les jeunes ont unanimement prorogé son mandat de 2 ans à 10 ans »

A San Pedro, le bureau central de la jeunesse communale compte une vice présidente nommée. Une femme est présidente élue de la jeunesse du quartier Nitro Balmer.

Dans les organisations de jeunesse de partis politiques rencontrées (JFPI et RJR) un quota de 30 % de représentativité feminine dans les organes de décision est exigé et respecté. Les femmes dans ces organes de décision ne sont pas vues en tant que femmes mais en tant que militantes et leur voix compte autant que celle d'un homme.

Femmes, m res et femmes d'autres organisations vues par les jeunes

En tant que m res et femmes des organisations feminines, les femmes jouent un rôle d'apaisement reconnu et accepté par les jeunes. A titre d'exemple selon la présidente de l'association des commerçantes du grand Marché de San Pedro : *« lors des  v nements du 19 Janvier 2006 (qualifiés de crise GTI), les femmes commerçantes du grand marché de San Pedro ont appelé les jeunes patriotes au calme dans le conflit qui opposait ces derniers aux soldats sénégalais de l'ONUCI et par extension aux commerçants sénégalais de San Pedro. L'appel des femmes a été entendu par les jeunes qui se sont organisés pour assurer la sécurité des biens et des personnes du grand marché toutes sensibilités et toutes communautés confondues ».*

4.2 Appréciation du rôle de la femme autochtone dans la prévention et la résolution des conflits fonciers

4.2.1 La femme autochtone vue par les autorités administratives dans les conflits fonciers

Le rôle de la femme autochtone dans les conflits fonciers est diversement apprécié par les autorités administratives. Certains jugent que les femmes autochtones jouent un rôle négatif ; d'autres leur attribuent un rôle plutôt positif.

Ainsi pour la majorité des autorités administratives (tableau 10) :

« ce sont les femmes qui enveniment les conflits fonciers dans la région »

« les femmes autochtones ne jouent aucun rôle pacificateur dans la résolution des conflits fonciers intercommunautaires »

« quand les hommes savent qu'ils n'auront pas gain de cause dans le règlement des conflits fonciers intercommunautaires, ils mettent les femmes au devant »

Tableau 10 : Appréciation du rôle de la femme autochtone dans la prévention et le règlement des conflits fonciers

Structures / personnes interrogées	Appréciation				Total
	Rôle positif	Rôle négatif	Aucun rôle	Ne se prononce pas	
Autorités administratives	2	3	1	0	6
Collectivités territoriales	1			1	2
Autorités coutumières	0	0	5	0	5
Total	3	3	6	1	13

4.2.2 Le rôle de la femme autochtone vue par les autorités coutumières dans la prévention et la résolution des conflits fonciers

Toutes les autorités coutumières que nous avons rencontrées sont unanimes pour dire que les femmes ne jouent aucun rôle dans le règlement des conflits fonciers (tableau 10). Pour eux, du fait que les femmes ne participent pas publiquement aux prises de décisions dans le règlement des conflits fonciers, ils ne leur trouvent « aucun rôle ». Et pourtant ils reconnaissent qu'ils consultent le conseil des femmes du village dans le règlement de certains conflits fonciers (voir 3.2.4). Ils reconnaissent aussi que les femmes prennent ouvertement position quant aux décisions concernant le règlement des conflits fonciers comme le montrent les propos suivants : « *dans les règlements des conflits fonciers les femmes supportent leurs enfants contre les décisions du chef* » (un notable de la Sous Préfecture de Grand B r by).

« *La décision prise par les hommes en public vient en réalité des femmes... .* » (Propos d'une femme leader de Blol quin.)

5 Forces et Faiblesses des initiatives féminines dans la prévention et la résolution de conflits

5.1 Les points forts

5.1.1 Une volonté manifeste de restauration et de consolidation du cadre de cohabitation pacifique depuis l'éclatement de la crise de 2002

De nombreuses Organisations de la Société Civile sont nées après l'éclatement de la crise militaro politique (voir tableau 4). La création de ces organisations et la redynamisation des Groupements d'Intérêt Economique qui existaient avant la crise (tableau 5) répondent à un besoin et expriment une volonté de ressouder le tissu social fortement distendu. Les citations suivantes illustrent ce double constat.

« La création même de l'association est une initiative d'apaisement ; ainsi au niveau des femmes les rapports sont restés pareils comme avant la guerre » (propos de la secrétaire générale de l'Union des Femmes de Guiglo).

« Nous sommes conscientes du caractère cosmopolite de notre région. C'est pour cela qu' en 2002 d  s l'éclatement de la crise, pour prévenir l'embrasement de la région, nous avons mis en place une plateforme apolitique pour parler social » (propos de la présidente départementale de l'UFBS    San Pedro).

« Ce n'est pas quelqu'un (du village) qui a envoyé la guerre. Avant la guerre nous avons notre association. Et depuis notre retour au village il y a deux ans nous nous organisons pour reprendre les activités socio économiques de l'association » (Propos de la présidente du GIE des femmes du village de Para, Sous Préfecture de Djirotou).

5.1.2 Les initiatives féminines    caractère économique sont porteuses de paix et de cohésion sociale

« C'est la pauvreté qui fait qu'il y a la crise. Si les femmes ont des activités rentables, elles vont toutes quelques soient leurs sensibilités politiques et leurs origines se mobiliser pour travailler ensemble et acquérir leur autonomie économique » (propos de la présidente de la coopérative PACHEVA    San Pedro). *« Au marché les femmes s'entendent »* (Propos d'une femme de Guiglo).

A Para, Grabo et Paul  oula, alors que les hommes libériens sont interdits de séjour dans les villages les femmes libériennes sont tolérées dans le cadre des échanges économiques.

Dans le GIE AWANE de Our  yo, certaines femmes Burkinab  s ont dépassé les clivages ethniques et socio culturels pour se joindre aux femmes B  t  s et former un seul et même sous groupement.

5.1.3 La revendication par la femme autochtone du droit d'être entendue face aux enjeux du foncier

Dans le Sud Ouest ivoirien, le foncier est un enjeu économique auquel s'intéressent de plus en plus les femmes. Nous avons vu dans le chapitre 2.1.2 que les femmes autochtones en tant que m  res et membres de la communauté prennent ouvertement position dans les conflits fonciers intercommunautaires pour défendre les intérêts patrimoniaux de leurs enfants. Cette attitude de la femme est confirmée par les propos des autorités coutumières et administratives :

« dans les réglementations des conflits fonciers les femmes supportent leurs enfants contre les décisions du chef » (Propos d'un notable de la Sous -Préfecture de Grand -B  r  by)

« *Quand les femmes s'impliquent dans les conflits fonciers  a porte plus que quand c'est seulement les garçons* » (Propos d'un homme de Yabayo).

Dans les successions patrimoniales foncières, elles réclament de plus en plus le droit d'accès à la propriété foncière et le droit de sécuriser l'héritage de leurs enfants. Mais leurs revendications se heurtent à la résistance des hommes qui n'entendent pas perdre leurs prérogatives. Face au refus des hommes de leur reconnaître un droit à la propriété foncière, elles ont recours à l'administration préfectorale dans l'espoir d'obtenir gain de cause. Mais les autorités administratives incarnées par des hommes, les regardent et analysent leurs revendications à travers leur statut social traditionnel de femme, mère et épouse ne devant pas s'impliquer dans les questions foncières.

Nous avons eu l'opportunité d'assister à Grand- B r by au règlement d'un conflit foncier opposant des cousines et cousin germains. L'autorité administrative a enfin de compte conseillé le règlement à l'amiable et renvoyé le conflit devant les autorité coutumières. Mais sachant que les règlements à l'amiable devant les autorité coutumières et familiales ne sont pas à leurs avantages, les cousines se sont senties frustrées par la décision de l'autorité administrative et sont allées jusqu'à renier les liens de parenté avec leur cousin. « *Ce n'est pas notre cousin. S'il était notre cousin, il n'aurait pas vendu toutes les terres de notre père et aller jusqu'à nous refuser d'exploiter la petite parcelle qui reste* ». Leur frustration nous semble fondée car en sortant de la salle d'audiences, un des cousins a dit ceci : « *nous allons retourner au village et là bas on verra si femme peut parler de terre !* »

Face à ce double refus de leur reconnaître un droit à la propriété foncière, les femmes prennent de plus en plus des positions intransigeantes dans les conflits liés à la terre et usent de tous les moyens pour se faire entendre. Elles vont même jusqu'à faire des démonstrations de force chez les autorité administratives, en général très tôt le matin (5 heures du matin) ; elles refusent de se plier aux décisions des hommes de leur communauté.

Serait ce cette attitude qui fait dire que « *les femmes joueraient un rôle caché dans la gestion des conflits fonciers susceptible de remettre sérieusement en question l'avenir des communauté autochtones* » ? (Sissoko et Goh, Janvier 2006 p. 27).

Serait- ce aussi pour cela que la majorité des autorité administratives trouvent qu'elles n'ont aucun rôle pacificateur dans les conflits fonciers (voir 4.2.1) ?

5.2 Les faiblesses

5.2.1 Les tentatives de rassemblement des organisations de la société civile sont louables mais souffrent du contexte de crise fortement politisé

De nombreuses OSC ont été cr ees après l'éclatement de la crise en 2002 et se sont fixées pour mission de rassembler les femmes toutes origines et toutes sensibilités confessionnelles et politiques confondues, pour œuvrer ensemble au maintien de la cohésion sociale et la restauration de la paix (voir 3.2.2). La création de ces organisations a permis de limiter le délabrement du tissu social fortement mis à mal par la crise. Mais dans leur fonctionnement, elles rencontrent beaucoup de difficultés pour se mobiliser autour de leur mission. Ces difficultés sont liées à des considérations d'ordre politique et résultent de la faible capacité d'analyse des membres par rapport à la vision, la mission, le but et les objectifs de leur organisation.

Les femmes restent encore très sensibles aux clivages politiques

Bien que leur mission soit ax e sur la facilitation du processus de réconciliation, elles ne semblent pas accepter que cette réconciliation doit se faire avec, par et pour tous les ivoiriens. Ainsi :

- lorsque qu'il est question pour l'association d'inviter une personnalité politique nationale pour animer le débat sur la réconciliation, elles sont profondément divisées : Celles des membres qui ne sont pas du même bord politique que la personnalité boudent l'initiative et manifestent

un dédain qui fr le le reniement de l'organisation tandis que les membres du même bord politique que la personnalité invitée manifestent un engouement qui frise le zèle.

- Lorsque au sein de ces organisations, elles ont conduit un débat sur la situation de crise et qu'il faut faire connaître publiquement leur position, certaines femmes leaders politiques refusent de s'afficher parce que la position de l'association ne « matche » pas avec celle de leurs partis politiques.

Le déficit d'analyse critique exacerbe les clivages politiques

Des comportements tels que décrits ci-dessus nous paraissent la preuve d'une insuffisance de capacités d'analyse critique. En effet une plus grande capacité d'analyse et de discernement aurait permis à chacune des membres de se recentrer sur la mission de l'organisation et éviter la division et l'auto exclusion au sein de l'organisation. Et cela, pour des raisons suivantes :

- Il y a possibilité et nécessité d'inviter à tour de rôle les personnalités des différents partis politiques pour animer le débat sur la réconciliation.
- Les personnalités invitées occupent souvent des postes de responsabilité au sein des institutions de la république. Si elles sont invitées à ce titre, elles ne sont pas en campagne politique mais bien en mission pour le pays.
- par ailleurs il faut un minimum de présomption de confiance vis-à-vis des personnalités qu'on invite. La confiance est primordiale : il faut se rassurer et avoir confiance en soi même pour pouvoir rassurer les autres et leur inspirer la confiance. C'est à ce prix que la réconciliation peut se faire. Sinon il y a un risque de perpétuation du cycle de l'auto exclusion, exclusion.
- Quoiqu'il en soit, la réconciliation ne peut se faire sans et contre les hommes politiques de tous bords. C'est un processus inclusif qui engage tous les Ivoiriens.

5.2.2 Les faibles capacités organisationnelle et de gestion des femmes limitent leur contribution à la prévention et à la résolution de la crise de 2002

« Nous essayons de faire déplacer les femmes dans tout le département pour la sensibilisation (  la réconciliation) mais cela coûte cher et nous manquons de moyens financiers » (Propos de la présidente de l'UFEG   Guiglo.)

«Les femmes n'ont pas les moyens pour se rendre plus visibles » (propos de la présidente de l'Association des Femmes Commer antes du Grand Marché de San Pedro).

« Pour ce qui concerne les projets de développement du village les femmes ne sont pas consultées et ne participent pas aux réunions parce qu'elles ne cotisent pas. Ce sont les hommes seuls qui cotisent » (Propos d'une femme de Gnamandji).

Ces propos démontrent l'insuffisance de capacités institutionnelles et de gestion des organisations rencontrées.

Insuffisance des capacités institutionnelles et de mobilisation des fonds

Si les organisations de femmes n'ont pas « les moyens de se rendre visibles » comme il est dit plus haut, c'est par ce que leurs capacités institutionnelles sont limitées. Il est courant d'entendre les responsables des organisations féminines dire : *« Je prends mon propre argent pour faire telle ou telle action pour le compte de l'association »*.

Malgré une volonté affichée de prendre une part active au processus de réconciliation et de consolidation de la paix dans leur région, les OSC manquent de capacités financières et managériales pour se propulser véritablement vers l'atteinte des buts visés. N'ayant pas une stratégie de mobilisation des fonds en interne comme en externe elles se retrouvent confrontées perpétuellement à un manque de moyens financiers qui fait que leur fonctionnement au quotidien repose sur des apports

financiers limités et personnels de quelques responsables. L'organisation devient de ce fait « une affaire personnelle de la présidente ».

Si tel est le cas c'est parce que les membres de l'association ne s'acquittent pas de leurs cotisations pour assurer le fonctionnement normal et régulier de l'association en tant qu'institution. Elles n'arrivent pas à mobiliser des ressources extérieures parce qu'elles sont peu formées à la recherche de financement.

Insuffisance des capacités organisationnelles et d'analyse

Pour cause d'insuffisance de ressources financières, toutes ces organisations ne disposent pas de bureau exécutif chargé de les administrer au quotidien. Un tel bureau exécutif constitué de salariés ou volontaires (coordonnateur, secrétaire, etc.) est indispensable pour mettre en œuvre le plan d'action de l'association et lui permettre d'atteindre ses objectifs. Par ailleurs dans la plupart des cas, ces OSC et GIE n'ont pas une définition claire et précise de leur vision, leur mission, leur but et leurs objectifs. Ce qui entraîne des duplications, des confusions et des conflits de compétence. Ainsi dans une organisation ayant pour mission de promouvoir le bien-être des femmes de toutes les catégories socio professionnelles (agricultrices, commerçantes, femmes au foyer ... etc.) dans une localité donnée, les responsables vont s'activer   créer des groupements de femmes pour produire du vivrier alors que de tels groupements existent déjà.

5.2.3 Le cycle de culpabilisation / victimisation lié au foncier ne favorise pas l'émergence d'une société plurielle, unie et solidaire dans le Sud Ouest ivoirien

Une vision manich enne¹ de la société qui accentue les clivages entre les communautés.

Pour celui qui s'intéresse un tant soit peu à la cohésion sociale dans le Sud Ouest, force est de constater la vision manichéenne qui est présentée des communautés. La présentation de façon générale donne :

- d'un côté les populations autochtones (Kroumen, Bakw  Oubi, Gu r  etc.) , qui ont pris tardivement conscience des possibilités qu'offre l'économie de plantation de cultures pérennes et des dangers pour leurs communautés de la vente des terres « forêts » et qui jalourent la réussite relative de ceux à qui ils ont vendu leurs forêts.
- de l'autre les allochtones (Baoulé, Senoufo, Abron etc.) et allogènes (Burkinab s, Maliens) qui ont mis en valeur les terres qu'ils ont achetées dont les conditions de cession sont remises en cause dans certains cas par les jeunes autochtones revenus au village.

Ces comportements sont souvent présentés sous la forme de clichés négatifs par certains agents de l'administration et des structures de développement dans le Sud Ouest en ces termes.

« Les Kroumen sont paresseux. Ils n'aiment pas travailler, ils passent tout leur temps à vendre la terre »

«Les autochtones n'aiment pas travailler et ils veulent chasser les étrangers pour prendre leurs plantations »

Cette vision manichéenne de la population du Sud Ouest ivoirien, faite de frustrations et d'humiliations d'un côté, de compensations et de paternalisme de l'autre n'est pas de nature à rapprocher les communautés autochtones et immigrées de la région.

Il faut corriger ce **cliché qui oppose les communautés et qui ne leur permet pas de développer une vision commune et consensuelle de leur propre développement**. On devra éviter d'enfermer le Sud Ouest dans cette vision manichéenne et faire une analyse diachronique et objective de l'histoire de l'immigration agricole. Ceci demande aussi une analyse critique p.ex. des effets de l'« opération San

¹ « toute attitude qui oppose d'une manière absolue le bien et le mal » (Larousse)

Pedro »² en faveur de la compréhension que dans les conflits fonciers, qui opposent aujourd'hui les autochtones aux étrangers (allochtones et allogènes), les responsabilités sont partagées pour oeuvrer à la conciliation des positions. En effet :

- les autochtones ont commencé à vendre les terres dès lors qu'ils ont été dépossédés, au profit des grands ensembles agroindustriels, et sans compensation, d'une large partie de leurs terres par l'opération San Pedro qui les a ignoré « en tant que réalité démographique, historique, économique et sociologique ». Ils ont été ensuite submergés par le flux de migrants dans leur région qu'ils ne pouvaient plus contrôler (voir Schwartz 1993 pp 375 -382 ; pp 415-419) ;
- les allochtones, de leur côté, « ont été les premiers à faire fi des référents autochtones d'accès à la terre (bien inaliénable et approprié collectivement) pour distribuer voire vendre de la terre des autochtones pour leur propre compte » (voir Schwartz 1993 p 396 -414).

Certaines autorités administratives, comme par exemple le Sous Préfet de Grabo ont commencé à oeuvrer dans le sens de la correction de cette vision dualiste et négative. Il a engagé une procédure qualifiée de « recensement des étrangers et de leurs tuteurs (Kroumen) ». Gr  ce à cette procédure, il amène les uns et les autres à se rencontrer, se connaître, à échanger,    reconnaître et à préciser les relations qui les lient. L'opération semble être très bien appréciée de part et d'autre.

L'intégration des communautés du Sud Ouest reste encore limitée du fait de la cristallisation des communautés sur leurs positions résultant de la vision manichéenne.

En dépit des conflits qui secouent la région, les différentes communautés font l'effort de maintenir le cadre de cohabitation pacifique (voir 5.1.1 et Diarrassouba N'golo et al. Avril 2005 p 24- 26 ; Sissoko et Goh, Janvier 2006 p 45 - 46). Cependant l'on peut aisément affirmer que s'il y a cohabitation pacifique, il n'y a pas une réelle intégration des différentes communautés. L'occupation de l'espace habité est très révélatrice de la faible intégration. Les communautés ne se mélangent pas. Beaucoup de migrants (spécialement les Baoulé) vivent dans les campements séparés des autochtones ce qui limite les opportunités de rencontres et d'échanges. A ce propos une femme de l'UFEG dit ceci : « ***L'association compte en son sein des femmes Gu  r  , Yacouba, Baoulé et Dioula. Il y a les femmes Dioula de Touba qui sont très actives. Les femmes Baoul  s participent peu car elles sont aux campements*** ». Pour les communautés qui résident dans les villages autochtones, chacune à son quartier dans le village à l'exception des villages Oubi où l'occupation de l'espace est moins « ségrégationniste ».

Les gens vivent en plus ou moins bonne intelligence dans les villages mais ne se rencontrent pas, n'échangent pas spontanément. Et la crise de 2002 a apporté son lot de méfiance et de suspicion. A la question de savoir si les femmes des autres communautés ont aussi des groupements il nous a été répondu : « ***je connais pour moi je ne connais pas pour les autres. Il faudra leur poser la question*** ». Propos de la présidente du groupement des femmes autochtones de Gnamandji.

« La crise de 2002 a eu beaucoup d'effet sur l'association. Les femmes Burkinab  s se sont retirées. Elles se disaient que les femmes Bakw   allaient les chasser. C'est seulement maintenant, après que je sois allée vers elles pour les mettre en confiance, qu'elles sont en train de revenir à l'association ». (Propos de la présidente de ABFM    Meadji).

Ce sont ces méfiances et suspicions que les OSC, les GIE et les autorités administratives doivent dissiper pour bâtir une société plurielle, unie et solidaire comme en témoignent les propos suivants : « ***Notre mission n'est pas de juger les uns et les autres, de donner tort ou raison à telle ou telle communauté. Notre mission, c'est de faire que les mêmes populations qui vivaient ici avant la crise de 2002 commencent à se regarder en face, à se parler. Il faut briser la peur, user de la diplomatie pour reconstruire la confiance entre les différentes communautés*** ». (Propos du Sous Préfet de Blol  quin.)

² Voir Alfred SCHWARTZ 1993, chapitre VI « L'opération San Pedro : les tenants et les aboutissants d'une décennie de « développement volontariste ».

Dans la mission à tous de consolidation de la cohésion sociale en vue de l'intégration des communautés, les agences humanitaires constituent parfois un obstacle en multipliant les barrières aux rencontres intercommunautaires particulièrement dans les zones ayant vécu la réalité des affrontements armés. Ainsi selon la secrétaire générale de l'UFEG, l'OIM lui a fait beaucoup de difficultés pour avoir accès aux femmes Burkinab s du centre des déplacés temporaires de Guiglo, auxquelles elle voulait offrir sur initiative personnelle un repas à l'occasion de la fête de Tabaski.

5.2.4 La crise de 2002 a engendré de nouveaux conflits latents intercommunautaires au niveau national et transfrontalier

Dans les zones théatre des affrontements armés, notamment à Blol quin, Guiglo, Grabo, Para, Ta , la crise de 2002 a engendré de nouveaux conflits interethniques. Ces conflits opposent d'une part les communautés ivoiriennes Dan (Yacouba) et W  (Gu r ) entre elles et d'autre part les communautés ivoiriennes à leurs voisins libériens .

Le conflit Dan - W 

Dès l'éclatement de la rébellion en 2002, certains individus de l'ethnie Dan (Yacouba) répondant à l'appel des mouvements rebelles (notamment le MPJ : Mouvement pour la Justice et la Paix) pour venger le Général Gu i se sont attaqués aux populations W  (Gu r  Wob ) du Moyen Cavally (Blol quin, Toulepleu, Guiglo, et Du kou ) et de la région des Montagnes (Facobly, Kouibly et Bangolo).

Il a fallu de multiples interventions des leaders politiques et coutumiers des deux groupes ethniques pour éviter la guerre civile. Depuis lors, par crainte de représailles, les Dan ont tous quitté les villages W .

« Seuls les fonctionnaires Yacouba sont présents à Blol quin. Peut être qu'après la récente (Mai 2006) tournée de réconciliation de Mr Tia Koné (Président de la Cour Suprême et membre de l'ethnie Dan) les autres Yacouba vont commencer à revenir dans la région. » (Propos d'une habitante de Blol quin)

Le conflit entre Ivoiriens et Lib riens

Il a été reconnu que des mercenaires Lib riens parmi lesquels de nombreux réfugiés, ont participé aux hostilités armées dans l'Ouest et le Sud Ouest de la Côte d'Ivoire. Dans les villages victimes des hostilités et des exactions de ces mercenaires, les populations excédées ont unanimement décidé de ne plus avoir de relations ni de cohabiter avec les Lib riens.

« Les hommes Lib riens ne peuvent pas mettre les pieds dans notre village. On tolère que les femmes Lib riennes viennent faire le marché chez nous par ce qu'ils n'ont rien à manger chez eux au Libéria » (Propos d'une habitante du village de Para).

« Dans le canton Oubi, tous les villages ont décidé de ne pas recevoir les Lib riens dans les villages. Mais lui (une autorité coutum re du canton), comme sa mère est Lib rienne, il ne respecte pas la décision que nous avons prise ensemble et continue d'accueillir les Lib riens dans son village. Qu'il se prépare à assumer ses responsabilités si jamais il se passait quelque chose avec les Lib riens dans le canton ». (Propos d'un habitant du village de Paul oula).

6 Propositions pour le renforcement du rôle de la femme dans la prévention, la gestion des conflits et la consolidation de la paix

Les OSC et les GIE ont une réelle volonté de rapprocher les femmes du Sud Ouest, de les amener à s'épanouir économiquement et socialement. Mais leurs capacités institutionnelles et de gestion étant limitées (voir 5.2.1), elles n'ont pas les moyens adéquats de leurs ambitions.

Elles ont donc besoin d'un renforcement de capacités au niveau :

-   conomique pour assurer leur autonomisation et leur permettre de mobiliser les ressources nécessaires à leur épanouissement.
- De l'analyse et la planification pour les aider à mieux forger leur vision, leur mission , leur but et leurs objectifs afin de mieux les faire partager avec les hommes.

Elles ont aussi besoin d'élargir leur horizon, leur champ d'action pour **mieux valoriser le potentiel humain et économique.**

6.1. La nécessité de renforcer les capacités économiques et institutionnelles des organisations féminines du Sud Ouest.

6.1.1 Soutenir les GIE de femmes dans la valorisation du potentiel agro alimentaire peut favoriser l'émergence d'une vision consensuelle du développement communautaire local

Dans le Sud Ouest, les femmes sont exclues d'office du processus d'appropriation foncière même si des tentatives de remise en cause de l'ordre établi s'observent à et là (voir 2.1.3, 2.2.2). Elles sont aussi exclues des activités de plantation de cultures pérennes de rente ; cultures qui occupent la terre sur une longue période et en marque l'appropriation. Par conséquent elles se retrouvent marginalisées économiquement dans un contexte dominé par l'agriculture de plantation. Leur faiblesse économique limite l'impact de leur participation aux prises de décisions en ce qui concerne la vie de la région, y compris au niveau de la prévention des conflits et de la consolidation de la paix (voir 5.2.2).

Pour leur permettre d'avoir les moyens économiques afin de jouer pleinement et rendre visible leur rôle dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix, il faut les aider à **se professionnaliser dans la valorisation du potentiel agro alimentaire** du Sud Ouest ivoirien.

La valorisation du potentiel agro alimentaire présente plusieurs avantages pour les femmes :

- dans le créneau des cultures vivrières, elles n'entrent pas en compétition avec les hommes pour l'appropriation du foncier et l'agriculture de plantation.
- Les parcelles que les GIE de production de vivriers utilisent (généralement des bas fonds) sont celles inappropriées aux cultures arbustives de rente (cacao, café, hévéa, palmier à huile).
- Elles louent ces parcelles pour la durée du cycle de la culture vivrière pratiqu  e ; cycle qui ne dépasse généralement pas un an.
- de plus grâce au système Taungya, elles peuvent associer les cultures vivrières aux cultures de rentes sur la même parcelle durant les premiers stades de développement des cultures pérennes arbustives. Ce qui permet à l'homme de voir sa plantation entretenue sur deux ou trois ans par les femmes lorsque ces dernières d  sherbent leurs cultures vivrières.
- il existe des débouchés potentiels au niveau national et régional Ouest africain (grands centres urbains du pays, pays voisins : Libéria, Burkina Faso, Guinée, Mali, Niger, Ghana) qui ne sont

pas les mêmes espaces commerciaux que ceux pratiqués par les hommes pour ce qui concerne les cultures pérennes de rente.

- la majorité des femmes, analphabètes et rurales sont déjà expérimentées dans la production et la transformation (atti ke, huile de palme, huile de coco) du vivrier.

Au stade actuel de l'évolution des GIE de production, de transformation et de commercialisation, la professionnalisation passe surtout par **l'organisation des circuits de collecte et de distribution et la promotion (marketing) des produits agro alimentaires pour capter les débouchés potentiels.**

L'organisation des circuits de collecte et de distribution

Il s'agit de la création de centres régionaux de groupage et de la mise en réseau des GIE intervenant sur toute la filière.

Pour la création de centres de groupage, la Coopérative PACHEVA   San Pedro a un projet de construction d'un centre de groupage (marché de gros) (voir 3.2.3) dont la finalisation nous paraît une priorité. Pour que le centre de groupage soit approvisionné de façon efficace et efficace la mise en réseau des différentes actrices de la filière est indispensable. Or actuellement dans le Sud Ouest, les nombreux GIE que nous avons rencontrés, travaillent de façon isolée. Ni les GIE de Para, Grabo, Our yo, Yabayo etc. ne sont en contact les unes avec les autres et ne savent rien du projet de PACHEVA. Cet isolement a pour conséquences de limiter leurs opportunités d'affaires en termes de perspectives de marché porteur et elles sont dépendantes des commerçantes individuelles de la ville qui font l'effort d'aller vers leurs GIE pour acheter à vil prix leurs productions.

Appui aux initiatives de marketing des produits agro alimentaires

A Buyo, nous avons assisté à la réunion préparatoire des GIE de femmes du Département de Soubr  pour l'organisation de « la caravane alimentaire » en Août prochain à M adji. Il s'agit d'une sorte de « Comice Agricole » qui est à sa deuxième édition, la première édition ayant eu lieu à Grand Zattry en 2005. De telles initiatives, étendues à l'ensemble du Bas Sassandra et du Moyen Cavally, nous paraissent indispensables pour faire connaître le potentiel de production de la zone et capter les marchés potentiels tant pour les produits principaux que pour les sous-produits de la transformation (voir fig. 8).

Tous les GIE souffrent d'un accès à l'information sur les débouchés au plan local, régional et national pour l'écoulement de leurs produits. Tous les efforts de production consentis se trouvent alors annihilés par manque de débouchés, surtout lorsque la production se fait uniquement pendant la saison des pluies. Il y a surproduction et donc forcément une baisse drastique des prix de vente bord champ.

La démarche qualité doit être aussi un aspect du marketing. Le développement d'un label de qualité peut donner une plus value importante aux produits de la région.

Une collaboration avec des structures existantes comme la Bourse Nationale du Vivrier et les coopératives de marchés de gros d'Abidjan (ex : COCOVICO, FENACOVICI, COMAGOA etc) et le projet régional ouest africain ROESAO (Réseau des Opérateurs Economiques du Secteur Agro alimentaire de l'Afrique de l'Ouest) est aussi nécessaire.

6.1.2 L'indispensable appui institutionnel pour assurer la durabilité des initiatives des GIE et OSC

La plupart des GIE et OSC de femmes ou mixtes rencontrés dans le cadre de l'étude ont des potentiels dans leur domaine d'intervention. Mais l'insuffisance de capacités institutionnelles limite l'impact de leurs efforts. Pour les professionnaliser et les rendre plus performants, il faut leur apporter un appui institutionnel en matière de :

- formation en management (la mobilisation et la gestion des ressources financières, les relations extérieures, la recherche de débouchés aux plans local, régional, national et sous-régional)
- la mise en place et l'opérationnalisation de bureaux exécutifs chargés d'assurer leur fonctionnement au quotidien.

Les GIE et OSC n'ayant pas les ressources financières pour assurer leur propre professionnalisation à court terme, les charges y afférents pourraient être prises en compte dans le cadre d'un projet spécifique. Cette prise en compte des charges peut se faire à travers la mise à disposition de :

- expertise appropriée pour le développement organisationnel
- moyens logistiques tel que équipements informatiques pour un traitement des données

Un soutien à l'accès à l'information des GIE sur les opportunités qu'offrent les services financiers de proximité doit faire partie des missions du projet. En effet, la plupart des membres des GIE ne sont pas suffisamment informées sur l'existence de ces structures ainsi que sur les mécanismes pour obtenir des assistances (crédit de campagne agricole adaptés aux cycles de cultures vivrières et maraîchères).

6.2 La nécessité de donner une plus grande visibilité aux femmes dans la prévention des conflits et l'édification de la paix

6.2.1 Des quotas de représentativité dans les organes de décision

Les autorités administratives disent ne pas voir le rôle des femmes dans le maintien de la cohésion sociale, l'édification de la paix. Les discussions avec les femmes à cet égard révèlent que ces dernières n'y sont pas toujours associées par l'administration comme l'illustrent les propos suivants :

« les autorités administratives ne nous associent pas. Regardez, pour la venue du Premier Ministre dans notre région à l'occasion des audiences foraines, aucune organisation de femmes n'est représentée à l'aéroport pour l'accueillir » (la présidente de l'AFCGM   San Pedro).

« Nous n'avons jamais été associées à des réunions concernant la paix » (la présidente de COFELPAD   San Pedro).

« L'administration ne va pas vers les administrés même le Ministère de la Femme, de la Famille et l'Enfant » (Propos de la présidente de PACHEVA   San Pedro).

« Très peu de Femmes ont pris part aux manifestations de la journée de la femme le 8 mai dernier par ce que nous n'avons pas été contactées pour l'organisation » (propos de la présidente de l'AFCGM   San Pedro).

Il faut trouver les voies et moyens pour assurer une représentativité féminine dans les organes qui animent le débat sur la réconciliation et dans les mécanismes de prévention et de règlement des conflits fonciers. Les comités formels de gestion foncière que l'administration est train de mettre en place en font partie. Ces comités commencent à intégrer des femmes. Ainsi la présidente de l'UFEG   Guiglo est membre du comité de règlement de conflits de son quartier. A Grabo, le Sous-préfet impliquent de plus en plus les femmes dans le règlement des conflits fonciers. Il consulte le conseil de sages des femmes avant tout règlement de conflit.

Si les femmes sont de plus en plus impliquées dans ces comités officiels, il faut veiller à ce qu'elles ne servent pas de « faire valoir » comme c'est le cas à Gnamandji. Dans ce village, notre interlocutrice est supposée faire partie du Comité de Gestion Foncière mais elle-même ne le savait pas !

Les femmes doivent aussi prendre leur responsabilité et être proactives comme le fait quelques une des femmes leaders : *« Je suis invitée, consultée et je participe aux réunions* (sur la résolution la crise

ivoirienne). *Si ce n'est pas le cas, je m'y invite et j'y participe en tant que fille de la région et non en tant que leader politique* ». (Propos d'une femme leader de Blol quin).

6.2.2 Les radios de proximité pour donner de la voix aux femmes

Dans tous les départements du Bas Sassandra et du Moyen Cavally que nous avons visités, il existe des radios de proximité. Ce sont: la Radio Rurale de San Pedro, la Radio la Voix de la Nawa   Soubre, la Radio de Buyo, la Radio de Guiglo et la Voix du Bas Cavally.

Etant donné que les organisations de femmes « n'ont pas les moyens de se rendre visibles », elles peuvent utiliser ces radios de proximité pour se faire connaître et faire passer leurs messages. Ces média ont déjà des émissions consacrées aux femmes et animées même par des femmes comme à Tabou où l'émission « voix de femmes » est animée par la Vice Présidente Chargée de l'Environnement, de la Santé et des Affaires Sociales du Conseil Général de Tabou.

6.2.3 Une structure pour coordonner les initiatives des femmes en matière de prévention des conflits et de construction de la paix dans le Sud Ouest.

« Il est souvent reconnu qu'en Afrique de l'Ouest la plupart des initiatives de consolidation de la paix sont basées dans les régions urbaines et centrales compte tenu des difficultés d'accès aux communautés rurales. Ainsi, les femmes de ces communautés bénéficient – elles rarement de ces initiatives de responsabilisation. Nombreuses sont les artisanes de paix qui estiment que l'intérêt porté aux centres urbains entraîne à la longue un schisme entre les femmes urbaines et rurales. Beaucoup de femmes rurales expriment leur sentiment d'exclusion à travers des groupes d'intervention » (Her stories, magazine WIPNET vol. 1 N  2 décembre 2003 p 20)

La situation que nous avons observée dans le Sud Ouest ressemble bien à ce qui se passe en Afrique de l'Ouest. Non seulement les femmes dans cette région du pays ne sont pas assez responsabilisées au niveau de l'administration dans la résolution de la crise et la consolidation de la paix, mais leurs organisations **ont peu de contact entre elles et avec les organisations paires d'Abidjan, qu'elles soient GIE ou Société civile**. Ainsi la présidente de COFELPAD nous a laissé entendre qu'à plusieurs reprises elle a essayé en vain d'entrer en contact avec la Coalition des Femmes Leaders   Abidjan. Le groupement des femmes de Poutou qui produit en quantité importante de l'huile de palme ne sait même pas qu'il y a un projet de marché de gros à San Pedro.

6.3 La nécessité de la mise en place d'un cadre de coordination régional et transfrontalier des initiatives féminines de prévention des conflits et de la consolidation de la paix

6.3.1 Un réseau transfrontalier de la société civile pour promouvoir la paix et les échanges culturels

Les conflits armés qui secouent l'Afrique depuis plus d'une décennie ont fortement dégradé les relations de voisinage entre les différentes communautés des pays voisins concernés. Les tensions sociales entre des communautés transfrontalières de la Guinée et du Liberia, du Libéria et de la Côte d'Ivoire (5.2.3) sont autant d'exemples. Pour désamorcer ces tensions, il existe au niveau régional des Organisations de la Société Civile qui oeuvrent pour la construction de la paix entre les peuples et la prévention des conflits. Certaines de ces organisations gravitent dans l'orbite des Nations Unies. C'est le cas de WANEP et WIPNET qui agissent au niveau régional. D'autres comme la « Mano River's Women Association for Peace devenue la Mano River's Union sont endogènes et ont une envergure géographique plus restreinte. Les premières sont largement implantées dans les grands centres urbains et sont peu accessibles aux femmes rurales. Les secondes ont tissé un réseau dense tant bien en milieu rural qu'en milieu urbain dans leur zones d'intervention en occurrence le bassin du fleuve Mano en Sierra Leone, Liberia et Guinée.

A l'instar de la « Mano River's Women Association for Peace » la création d'une association des Femmes du Bassin du Fleuve Cavally pour la paix pourrait aider à désamorcer les conflits latents entre Ivoiriens et Lib  riens dans le Sud Ouest. Le bassin versant du fleuve Cavally englobe la Guinée, la Côte d'Ivoire et le Libéria. Dans cet espace, les femmes pourront œuvrer au rapprochement des peuples et à la promotion de la culture de la paix.

6.3.2 Renforcer les échanges économiques inter   tats pour consolider la paix au niveau des femmes du Sud Ouest

C'est pour des raisons économiques que les femmes Lib  riennes sont tolérées dans les villages ivoiriens interdits à leurs maris (voir 5.2.4). C'est autour des objectifs de lutte contre la pauvreté que de nombreux GIE cr  es avant la crise, mobilisaient et continuent de mobiliser les femmes de tous bords. C'est dire que l'intégration économique de la femme au niveau sous régional est un canal pour la prévention des conflits et la consolidation de la paix. Il faut lutter contre la précarité féminine d'un côté comme de l'autre de la frontière.

7 Conclusion : Les défis pour une paix durable en vue de l'intégration sociale dans le Sud Ouest de la Côte d'Ivoire.

A la lumière des informations contenues dans ce document, dans les trois études précédentes d  j commanditées par la GTZ et dans la littérature disponible, nous voudrions en guise de conclusion attirer l'attention sur les défis à relever pour parvenir à une paix durable et favoriser l'intégration sociale dans le Sud Ouest ivoirien. Ces défis sont :

- le positionnement de la femme dans les instances traditionnelles et modernes de prise de décision en termes de complémentarité avec l'homme.
- la prise en compte du fait autochtone dans les nouvelles alternatives de développement socio économiques
- le bannissement des clichés qui exacerbent les clivages

7.1 Eviter le dualisme homme –femme et développer une synergie de complémentarité

La femme, c'est l'autre moitié sociologique de l'homme. Pour qu'elle puisse assumer efficacement cette fonction, il faut lui permettre d'avoir les capacités économiques et de gestion nécessaires. C'est dans cette optique que le renforcement des capacités de la femme est indispensable. Mais le renforcement des capacités féminines doit être abordé dans une optique de créer une synergie de complémentarité avec l'homme. Il ne faut pas opposer les femmes et les hommes.

La proposition de renforcer les capacités économiques et organisationnelles des femmes à travers la valorisation du potentiel agro alimentaire de la zone et les appuis institutionnels aux organisations (voir 5.1.2) répond à un double souci de complémentarité entre l'homme et la femme. En effet dans un contexte économique d  j dominé par une économie de plantation fortement contrôlée par l'homme, l'agro alimentaire constitue une opportunité pour l'autonomisation économique de la femme, opportunité qui ne la met en compétition directe avec l'homme sur le plan économique.

Les expériences acquises par les femmes au sein de leurs organisations doivent leur servir à intégrer les organes mixtes de décisions pour des actions communes et consensuelles en faveur de la stabilité sociale et du développement local. Si les autorités coutumières et administratives consentent à intégrer dès le départ les femmes dans ces instances de prise de décision, et vu l'enjeu économique que représente le foncier dans les régions d'enquête, cela éviterait que les femmes soient consultées à posteriori et se mettent dans des positions de force vis-à-vis des hommes pour ce qui concerne la reconnaissance de leur droit à la propriété foncière et la défense des intérêts communautaires.

7.2 Ne pas ignorer le fait autochtone pour équilibrer les chances d'un développement harmonieux

Dans le cadre de l'opération San Pedro, l'ARSO a selon Schwartz (1993) fortement ignoré le fait autochtone du point de vue démographique en considérant le Sud Ouest comme un vide démographique qu'il faut peupler et développer : « *Nous disposons là d'un espace pratiquement vierge que nous pouvons façonner et organiser rationnellement, avec le maximum d'efficacité en vue du développement national. Le Sud Ouest dégagé de toutes contraintes humaines très souvent paralysantes est la chance de la Côte d'Ivoire* » (extraits du discours du Ministre du Plan en décembre 1972 cité par Schwartz 1993). D'un côté le Sud-Ouest était très peu peuplé à cette époque. D'autre part, la population autochtone existait. L'ignorer et parler d'espaces « vierges » ou « vides » provoquait une dynamique qui ne permettait pas aux autochtones de participer au développement économique et de contrôler le rouleau compresseur du flux migratoire pour se préserver un espace de vie incompressible face à l'immigration agricole spontanée.

En réaction à cette exclusion imposée de l'extérieur, les autochtones ont adopté une attitude presque suicidaire de vente de terre. Aujourd'hui, plus de trente ans plus tard, les effets néfastes d'une telle stratégie constituent une contrainte majeure pour le développement du Sud Ouest. Les enjeux économiques liés au foncier engendrent des graves conflits inter communautaires qui ne favorisent pas la création de conditions de stabilité indispensable à un développement harmonieux.

Les autochtones se sentent marginalisés à nouveau. Les jeunes déscolarisés de retour au village sont confrontés à des difficultés sérieuses pour accéder aux facteurs de production que sont la terre et le capital financier nécessaire à la création de plantations de cultures de rente, et ressentent fortement l'incapacité de leurs parents à leur offrir des perspectives d'avenir. Face à cette situation, ils n'ont de cesse que de manifester leur désarroi et leurs frustrations par :

- les fréquentes remises en cause « des contrats de cession des terres » entre leurs parents et les allochtones et allogènes (Diarrassouba N. et al. Avril 2005 p. 37)
- la revendication de la prise en compte de leurs intérêts économiques comme conditionnalité pour sauvegarder le cadre de cohabitation pacifique (Diarrassouba N. et al. Avril 2005 p. 34)
- la désapprobation de la faiblesse des investissements des étrangers dans l'amélioration du cadre de vie des villages (Diarrassouba N. et al. Avril 2005 p. 31).
- le refus de voir leur identité se noyer dans une toponymie à consonance allochtone et allogène (Diarrassouba N. et al. Avril 2005 p. 30)
- l'implication des femmes autochtones dans les conflits fonciers inter communautaires et leur revendication du droit à la propriété foncière (voir & 2.1 et 5.1.3 de cette étude).

De telles manifestations sont la preuve d'un malaise au sein de la communauté autochtone. Si on ne prend pas en considération ce sentiment de malaise, et si des alternatives viables ne sont pas offertes surtout à la jeunesse autochtone, le Sud Ouest aura difficilement la stabilité sociale nécessaire pour tout développement économique et continuera à être secoué régulièrement par des confrontations intercommunautaires liées au foncier.

7.3 Bannir les clichés qui cristallisent les clivages entre autochtones et allochtones / allogènes pour favoriser l'intégration sociale

Une fois que des alternatives auront permis la prise en compte du fait autochtone, il faut rassembler toutes les communautés du Sud Ouest autour d'une vision commune pour faciliter leur intégration. Ceci demande l'abandon de toute vision manichéenne, source de conflits, pour mobiliser ces communautés autour de projets communs visant l'amélioration du cadre de vie et de leurs conditions socio économiques. C'est surtout dans le domaine des infrastructures socio économiques communautaires que les opportunités sont les plus importantes. L'opérationnalisation de nombreuses localités en Sous-préfectures et communes en est un exemple. La création de marché de gros pour la commercialisation du vivrier par les femmes en est un autre. La construction des écoles et des centres de santé utilisés par tous fait partie de ce potentiel de rassemblement.

Les organisations vivant un tel objectif si elles fonctionnent normalement, c'est-à-dire si elles ont les capacités institutionnelles et d'analyse qu'il faut, devraient pouvoir prendre en compte les intérêts de tous leurs groupes cibles. Ce sera la condition pour une paix durable dans le Sud Ouest.

Bibliographie.

- Diarrassouba N. ; Bamba 2006 : Prévention des crises et consolidation de la paix dans l'Ouest de la Côte d'Ivoire. Etude sur les opportunités et la création d'emploi pour les groupes vulnérables - femmes et jeunes- dans la zone riveraine du Parc national de Ta .GTZ, Côte d'Ivoire ; 60 pages
- Diarrassouba, N. Sissoko A. Goh D. Diarrassouba M. 2005: Etude exploratoire d'un projet d'appui à la consolidation de la paix en milieu rural. GTZ, Côte d'Ivoire 50 pages
- Sissoko A.; Goh D. 2006: Etude exploratoire ax e sur la gestion des conflit dans le Sud Ouest Ivoirien. Zone riveraine du Parc national du parc National de Ta . GTZ, Côte d'Ivoire. 78 pages.
- Schwartz A. 1993 : Sous peuplement et Développement dans le Sud Ouest de la Côte d'Ivoire. Cinq siècles d'histoire économique et sociale. ORSTOM Collection Etudes et Thèses 490 pages